

La lettre



de l'Institut d'Histoire Sociale — CGT 07

Numéro Spécial

Numéro spécial

130 ans de la CGT 80 ans de la Sécurité Sociale

Retour de la fête de l'UD CGT de l'Ardèche
Texte des interventions de la journée et annexes

Adresse mail :
ihscgt07@gmail.com

imprimé par nos soins

IHS CGT 07
25 AV. DE LA GARE
07000 PRIVAS

n° Spécial
Décembre 2025



Sommaire :

- **130 ans de luttes, 80 ans de conquêtes sociales une histoire vivante de la CGT et de la Sécurité sociale** _____ p.1

Les 80 ans de la Sécurité Sociale

- **Discours d'ouverture – 130 ans de la CGT en Ardèche et des 80 ans de la Sécurité Sociale** - Sébastien Nicolas SG UD CGT 07 _____ p.2
- **Histoire de la Sécu : Une conquête révolutionnaire pour l'époque.**
Yves Rolland _____ p.3
- **Les attaques avant, pendant et après la mise en place à compter du 1^{er} juillet 1946.** Yves Rolland _____ p.8
- **LES PROPOSITIONS CGT Pour fermer la porte à la misère dans notre pays.** Catherine Belghit _____ p.17
- **Intervention de Daniel Blache pour les 130 ans de la CGT à Alba la romaine.** _____ P.20

La CGT et ses 130 ans

- **1^{ère} partie : Présentation historique du mouvement ouvrier et de la CGT des origines à la "Grande Guerre".** Jean-Louis ISSARTEL _____ p.24
- **2^{ème} partie : un siècle d'histoire de la CGT et du syndicalisme) au prisme de l'Ardèche (1914- 2024).** Pierre BONNAUD _____ p.30
- **Table Ronde 130 ans CGT Intervention de Melanie Basty de la CGT Action Annonay** _____ p.37
- **DISCOURS FETE DES 130 ANS DE LA CGT - NICOLAS Sébastien SG UD CGT 07**



130 ans de luttes, 80 ans de conquêtes sociales **une histoire vivante de la CGT et de la Sécurité sociale**

Ce cahier spécial de l'Institut d'Histoire Sociale de la CGT Ardèche est dédié à un double anniversaire qui ne relève pas du souvenir, mais de la mémoire active : **les 130 ans de la CGT et les 80 ans de la Sécurité sociale.**

Deux dates qui disent à elles seules ce que le monde du travail a su construire quand il s'est levé, uni et organisé. Deux anniversaires qui rappellent que les conquêtes sociales n'ont jamais été octroyées, mais **arrachées de haute lutte** par des générations de militantes et de militants.

130 ans de la CGT : la force du collectif et la mémoire des luttes

Née en 1895 à Limoges, la **Confédération Générale du Travail** est le fruit d'un long processus d'unification du mouvement ouvrier, dans un pays traversé par les luttes de la Commune de Paris, les grandes grèves des mineurs, des typographes, des cheminots. La CGT a été de tous les combats de notre classe : la conquête de la journée de huit heures, des congés payés, du droit syndical, des retraites, de la Sécurité sociale... Elle a été aussi un rempart contre le fascisme, contre la guerre et contre toutes les formes d'exploitation et d'oppression.

Mais la CGT, ce ne sont pas seulement des dates et des victoires. C'est **une idée de la société** : celle d'un monde où la richesse créée par le travail serve le bien commun, et non l'accumulation du profit. C'est **une pratique du collectif**, une éducation à la solidarité et à l'émancipation. C'est cette force qui a permis, à chaque génération, de relever la tête face à l'injustice.

80 ans de la Sécurité sociale : la dignité en partage

Créée à la Libération, en 1945, la **Sécurité sociale** est la traduction concrète d'un rêve ouvrier ancien : **protéger chaque être humain "du berceau à la tombe"**, assurer la santé, la retraite, les allocations familiales, le droit à une vie digne, affranchie de la peur du lendemain.

Sous l'impulsion d'Ambroise Croizat, ministre communiste et ouvrier métallurgiste, la CGT a joué un rôle déterminant dans sa mise en œuvre.

"Ne parlez pas d'acquis sociaux, parlez de conquies sociaux, car le patronat ne désarme jamais !" rappelait Croizat.

Ces mots résonnent aujourd'hui avec une force intacte, à l'heure où les mêmes forces qui, hier, combattaient la Sécurité sociale, s'emploient à la détruire, à la privatiser, à la réduire à un simple filet de sécurité.

Les 80 ans de la Sécurité sociale, c'est donc **l'anniversaire d'un idéal vivant** : celui de la fraternité, de la mutualisation et du droit pour toutes et tous à la santé, au repos et à la vie.

Une journée pour se souvenir et pour agir

La **journée du 20 septembre 2025**, organisée à l'occasion de ces deux anniversaires, a réuni militantes et militants, syndiqués, retraités, jeunes et travailleuses et travailleurs de tout le département.

Tables rondes, expositions, débats, repas collectif, concerts, graff : tout au long de la journée, **le passé et le présent se sont rencontrés** dans un même souffle de lutte et de fraternité.

Les **tables rondes** ont permis de revenir sur les grandes étapes de la construction du syndicalisme et des conquêtes sociales, mais aussi d'interroger nos pratiques actuelles, nos défis à venir, les transformations du travail, la précarisation, les offensives antisociales et la nécessité de reconstruire le rapport de force.

Les **expositions** préparées par l'IHS, les unions locales et les syndicats ont retracé les grands moments du mouvement ouvrier : de 1895 à aujourd'hui, de Limoges à Ambroise Croizat, de la Résistance à nos luttes présentes. Les **interventions**, riches et nombreuses, ont fait le lien entre **histoire et actualité**, rappelant que les conquêtes de 1945 restent le cœur battant de notre projet social. Et, au-delà du travail de mémoire, cette journée a été un **appel à poursuivre l'histoire**, à transmettre, à s'organiser, à lutter.

Un outil de mémoire et de combat

Dans ce cahier, vous trouverez :

- le **compte rendu complet** de la journée du 20 septembre,
- des **photos et documents d'archives**,
- les **textes des interventions** et les **supports d'exposition**,
- ainsi que de nombreux **documents complémentaires en annexe**.

Ce recueil n'est pas un simple retour sur le passé, mais un **outil de formation, de transmission et d'action**. Car notre histoire n'est pas un patrimoine figé : elle est une boussole.

Elle nous rappelle que chaque droit, chaque conquête, chaque victoire a été le fruit de l'organisation, de la grève, de la solidarité.

Et qu'à l'heure où nos droits sont attaqués, où les inégalités explosent, où les logiques de guerre reprennent le dessus, **se souvenir, c'est déjà résister**.

Les 130 ans de la CGT et les 80 ans de la Sécurité sociale ne sont pas seulement des commémorations : **ils sont un appel à reprendre le flambeau**, à redonner toute sa force à notre syndicalisme de classe, démocratique et révolutionnaire.

Léo Genebrier
pour le secrétariat de l'IHS CGT 07



Discours d'ouverture – 130 ans de la CGT en Ardèche et des 80 ans de la Sécurité Sociale - Sébastien Nicolas SG UD CGT 07

Chères camarades, chers camarades,
Chers amis, chers invités,

C'est avec une immense émotion et une grande fierté que nous ouvrons aujourd'hui la fête des 130 ans de la CGT en Ardèche.

130 ans, ce n'est pas seulement une date sur un calendrier : c'est un siècle et plus de luttes, de solidarités, de conquêtes sociales, arrachées par les travailleuses et les travailleurs de ce territoire, aux côtés de toutes celles et ceux qui, partout en France, ont construit le mouvement ouvrier.

Ici, en Ardèche, des générations d'ouvriers du textile, de mineurs, de cheminots, de fonctionnaires, d'enseignants, de soignants, d'ouvrières et d'ouvriers agricoles ont fait vivre la CGT, dans leurs ateliers, leurs usines, leurs bureaux, leurs hôpitaux.

Ils ont résisté, parfois dans la clandestinité, et toujours avec la conviction que la dignité du travail et la justice sociale ne se négocient pas, elles se conquièrent.

130 ans après, nous sommes rassemblés pour honorer cette histoire. Mais nous ne sommes pas seulement là pour regarder en arrière : nous sommes ici pour préparer l'avenir.

Car aujourd'hui encore, la CGT en Ardèche, comme partout en France, est présente dans les entreprises, dans les services publics, dans les mobilisations pour l'égalité, pour la retraite, pour les salaires, pour les conditions de travail, pour la transition écologique.

Nous savons que rien n'est jamais acquis définitivement. Chaque génération doit reprendre le flambeau, défendre ses droits et en conquérir de nouveaux.

Cette fête est donc à la fois :

un moment de mémoire et d'hommage,

un moment de fraternité, de convivialité, de rencontres,

et un moment de force collective, pour dire ensemble que la CGT reste, en Ardèche comme ailleurs, un outil vivant, indispensable, pour toutes celles et ceux qui veulent un monde plus juste.

Tout au long de cette journée :

- Vous allez pouvoir découvrir différentes expositions sur l'histoire de la CGT en Ardèche et sur d'autres sujets.

- Vous allez pouvoir découvrir les différents stands tenus

par des camarades ou par des associations ou des partenaires.

- Vous allez pouvoir assister dès ce matin à une table ronde sur les 80 ans de la Sécurité Sociale et cet après-midi à un débat sur les 130 ans de la CGT.

- Vous allez pouvoir admirer le travail des camarades graffeurs de l'UL d'Ales qui vont réaliser une fresque sur Ambroise Croizat.

- Vous allez pouvoir participer aux collectes de solidarités pour la Palestine et pour Cuba.

- Vous allez pouvoir partager des moments conviviaux autour des repas préparés par les camarades et animés par des artistes.

- Vous allez pouvoir assister aux différents concerts de ce soir.

Alors, au nom de l'Union Départementale de la CGT, je vous souhaite la bienvenue.

Je remercie toutes celles et ceux qui ont préparé cette fête, les bénévoles, les militants, les artistes, les partenaires.

Merci aussi à vous tous, venus parfois de loin, pour partager cette journée.

Faisons de ce 130^e anniversaire une fête populaire, fraternelle et combative.

Que vive la CGT, que vive la solidarité des travailleuses et des travailleurs,

et que vive l'Ardèche en lutte !

Bonne fête à toutes et tous.

Merci

**Présentation préparée par Yves ROLLAND, retraité Cheminot CGT
Le 20 septembre 2025 pour l'Union départementale CGT de l'Ardèche
à Alba-la-Romaine**

Histoire de la Sécu : Une conquête révolutionnaire pour l'époque

La Sécu est-elle née des Ordonnances des 4 et 19 Octobre 1945 ou de la Loi du 22 mai 1946 et suivantes ?

Les 2 pourrait-on répondre.

Mais sa véritable mise en œuvre, c'est la pugnacité des militants CGT et Communistes lors de l'élaboration, dans la clandestinité, notamment Pierre VILLON, du programme du C.N.R. puis grâce à leurs engagements dans l'Assemblée constituante :

- créée le 07 novembre 1944 avec 248 membres dont 5 membres représentaient la CGT dont Georges Buisson, revendiqué par FO comme étant le père de la Sécu (livre de Gérard Da Silva paru en 2016 et réédité en avril 2024)
- ainsi qu'Ambroise Croizat qui, à partir de novembre 1943, siège à l'Assemblée constituante provisoire.

Ambroise Croizat participe à ses délibérations, **notamment au sein de la Commission du travail et des affaires sociales composée de plus 35 membres, dont il devient le président.**

Cette Commission élabore le projet d'ordonnance qui sera présenté par un rapport à l'assemblée constituante le 24 juillet 1945 par Georges BUISSON, ex-Confédéré, et adopté le 31 juillet 1945 par 194 voix, 1 contre, **les autres notamment les patrons et les représentants de la CFTC ne participant pas au vote.**

Ce rapport repris, en grande partie, par la suite dans l'ordonnance officielle du 4 octobre 1945 signée par le Ministre Alexandre Parodi sous la tutelle de Jules JEAN-NENEY en lieu et place de DE GAULLE à Moscou ces jours-là.

Sauf que le rapport, entre autres, **prévoyait la mise en œuvre à partir du 1^{er} janvier 1946** et que l'ordonnance repousse au 1^{er} juillet 1946, si rien ne s'y oppose !

Cette commission peut être considérée parmi les fondateurs collectifs de la sécurité sociale en France, notamment le futur Ministre communiste Ambroise Croizat et Secrétaire général de la Fédération CGT de la Métallurgie, n'en déplaise à Mr Thouvenel de la CFTC et son « torchon » écrit dans le JDD du milliardaire Bollore, le 31 août 2025 et la magnifique réponse de Pierre Caillaud-Croizat dans l'Huma du 02 septembre 2025,

sur Internet et l'Huma papier du 3.

Quelques brefs rappels historiques :

Avant la 2^{ème} guerre mondiale, qu'existaient-ils ?

Depuis la fin du 19^{ème} siècle/début du 20^{ème} siècle, ils se créent une multitude de caisses d'assurances sociales, de mutuelles, de sociétés de prévoyance, de sociétés de secours mutuels, certaines à l'origine des travailleurs salariés mais la plus grande partie par le patronat qui veut « fidéliser » en les « fixant », par des compléments financiers, ses salariés.

Cette quasi-totalité est créée par le patronat qui les gère unilatéralement.

La Loi du 1^{er} avril 1898 officialise les Sociétés de secours mutuels.

Elles sont des associations de prévoyance qui se proposent d'atteindre un ou plusieurs des buts suivants :

- Assurer à leurs membres participants et à leurs familles des secours en cas de maladie, blessures ou infirmités ;
- Leur constituer des pensions de retraites ;
- Contracter à leur profit des assurances individuelles ou collectives en cas de vie hors travail, de décès ou d'accidents ;
- Pourvoir aux frais de funérailles et allouer des secours aux ascendants, aux veufs, veuves ou orphelins des membres participants décédés.

La loi du 6 avril 1910

C'est la loi française sur les retraites ouvrières et payannes (R.O.P.) créée en 1910 **un système de retraite par capitalisation obligatoire** pour les travailleurs âgés de **plus de 65 ans et gagnant moins de 3.000 Fr par mois.**

La CGT est hostile à la loi car l'âge de la retraite, 65 ans ramené à 60 ans, dépasse la durée de vie moyenne, celle des ouvriers étant de 48 ans.

À cette époque, à peine 8 % de la population atteignait 65 ans.

Après la guerre de 1914-18,

L'institution du régime d'Assurances Sociales a apporté un progrès incontestable et très sérieux.

En rendant en quelque sorte, l'assurance obligatoire pour les bas salaires, elle constituait un pas en avant.

Mais il ne faut pas oublier, d'abord que les anciennes Assurances Sociales ne couvraient en réalité :

- Qu'une fraction des risques encourus par les travailleurs et leur famille,
- Et qu'ensuite elles n'étaient obligatoirement imposées qu'aux salariés dont le salaire ne dépassait pas un certain plafond très bas.

Ce qui fait qu'en réalité il ne s'agissait là que d'une solidarité entre les salariés les plus bas, les économiquement faibles, ... appelés à mettre en commun leurs misères pour essayer de couvrir, dans de meilleures conditions, un certain nombre de risques comme la Maladie, le Maternité, le Décès, la Retraite vieillesse.

La Loi de 1930

Elle va essayer « d'uniformiser » leurs pratiques sans véritablement y parvenir tant les diversités et, surtout, leurs adversités les éloignent.

Vers la sortie de la 2^{ème} guerre mondiale, est créé le Conseil National de la Résistance (CNR) dont la CGT faisait partie des membres avec Louis Saillant qui en deviendra Président en septembre 1944 remplaçant Bidault, nommé Ministre des Affaires étrangères par De Gaulle.

Ainsi que Benoît Frachon (ex CGTU), membre du CNR pour représenter la CGT.

Le CNR a, dans sa 2^{ème} partie de son programme : « Mesures à appliquer dès la Libération du territoire », prévu de créer :

- Un plan complet de sécurité sociale, visant à assurer à tous les citoyens des moyens d'existence, dans tous les cas où ils sont incapables de se les procurer par le travail, avec gestion appartenant aux représentants des intéressés et de l'Etat.

Charles De Gaulle sera le Président du Gouvernement Provisoire en France du 31 août 1944 au 20 janvier 1946.

Sous sa Présidence, mais en son absence (il est à Moscou), sera promulguée la 1^{ère} Ordonnance créant la Sécurité sociale et les Allocations Familiales le 4 octobre 1945, suivie par les 3 du 19 octobre 1945 :

- L'une sur la mutualité,
- La seconde sur les Assurances sociales,
- La troisième sur les accidents du travail.

Pour autant, les opposants s'organisent ou sont aidés pour cela ! Je le traiterai en 2^e partie.

Dans la même période, prémices de la création de la Sécurité sociale

Alexandre Parodi a confié à Pierre Laroque (Haut Fonctionnaire) la mission de mettre en œuvre le projet de Sécurité Sociale du programme du CNR.

Sur base de compromis il sera concrétisé par les ordonnances des 4 et 19 octobre 1945, soit 14 mois plus tard, après de multiples réunions car les oppositions d'approche entre les participants syndicaux, politiques, mutualistes et patronaux étaient, déjà, nombreuses.

Ça n'a pas été un long fleuve tranquille !

Ces ordonnances seront publiées au JORF et devront être exécutées comme lois. Quand ? ...

Les dates d'applications ? L'Art. 87 de l'Ordonnance du 04/10/1945 mentionne : « qui entrera en vigueur le 1^{er} juillet 1946 SAUF en ce qui concerne les dispositions pour lesquelles des décrets fixeraient des dates différentes d'entrée en application ».

Ce que créent ces ordonnances, ce n'est pas la Sécurité Sociale :

Tout existe déjà, qu'il s'agisse des assurances sociales (santé et vieillesse), des allocations familiales, des régimes d'entreprises publiques comme la SNCF, des régimes spécifiques d'entreprises pour les employés supérieurs, du régime de retraite des fonctionnaires par capitalisation depuis 1853 et par répartition depuis 1924, des mutuelles, de la couverture des accidents du travail, ...

Les ordonnances créent le principe du régime général de sécurité sociale,

C'est-à-dire la réunion de tout cela dans une caisse unique gérée par les salariés.

L'ambition est considérable, dans le principe, mais la mise en œuvre sera plus compliquée.

La multiplicité des caisses et des divers régimes empêchait toute constitution d'un salariat homogène.

Face à la bourgeoisie, bien qu'affaiblie, qui demeure très organisée et aidée pour se restructurer, il s'agit de constituer un outil de classe.

Les auteurs du « plan complet de Sécurité sociale » prévu par le CNR savent que des étapes seront nécessaires.

Les ordonnances elles-mêmes sont un compromis.

La CGT présente lors de l'élaboration, pendant la phase préparatoire jusqu'à août 1945, voulait un organisme unique à caractère privé pour échapper à la tutelle du gouvernement et du patronat !

Elle n'obtiendra pas gain de cause !!!

Le régime général, défini dans ces ordonnances, prend en charge les risques maladie, maternité, invalidité, vieillesse, décès et accidents du travail et maladies professionnelles au profit des seuls salariés du secteur privé.

Seules les allocations familiales bénéficient à la quasi-totalité de la population et ... sous ce « prétexte », elles seront, immédiatement, séparées de la caisse unique.

La gestion des risques d'Accidents du Travail et des maladies professionnelles ne sera prise en charge par les caisses de Sécurité Sociale, **qu'à compter du 1^{er} janvier 1947**.

Ambroise Croizat, Ministre du Travail, le 21 novembre 1945 :

Ambroise Croizat, pas encore Ministre et François Billoux, Ministre communiste de la Santé Publique depuis le 10 septembre 1944, dès le début 1945, se sont battus pour que la Sécurité sociale reste dans le giron du Ministère du Travail.

Ceci afin que les sommes collectées (véritable salaire complémentaire) servent uniquement à la Solidarité nationale.

Ambroise Croizat ne sera nommé **que le 21 novembre 1945**, seulement **Ministre du Travail** par De Gaulle.

Ceci qu'après la victoire aux élections législatives du 21 octobre 1945 où le PCF remporte 159 députés sur 586 et devient le 1^{er} parti politique en France représentatif à cette Assemblée.

Cette nomination ne se fait qu'après la promulgation des ordonnances des 4 et 19 octobre 1945.

Celle du 4 octobre 1945 n'avait fait qu'énoncer les principes.

Il restait à construire l'édifice.

De Gaulle ne supportant pas la présence de Ministres communistes, démissionne et dissout son gouvernement, le 20 janvier 1946, soit 2 mois après !

Ambroise Croizat Ministre du Travail et de la Sécurité sociale

Ambroise Croizat sera reconduit le 26 janvier 1946 par Félix Goin, SFIO, nouveau Président du Gouvernement Provisoire de la République, **Ministre du Travail ... et de la Sécurité sociale** où il restera jusqu'au 16 décembre 1946 (**10 mois et 20 jours**) puis du 22 janvier 1947 au 4 mai 1947 (**3 mois et 12 jours : mais là ... pratiquement sans aucun moyen d'œuvrer**).

Dès ce jour-là, le 26 janvier 1946, il présente un projet de loi, en vue de « dépasser » les blocages des salaires, institués depuis 1938, décidés par ce nouveau gouvernement. Ce projet reprend en 19 articles les revendications de la FD CGT des Métaux.

Les attaques ne se font pas attendre ! j'y reviendrai.

C'est, tout de même, pendant cette courte période de 10 mois et 20 jours qu'Ambroise CROIZAT va donner sa plénitude au Régime général de la Sécurité sociale malgré des oppositions très fortes de la part de tous les autres partis politiques, de la CFTC, de la quasi-totalité des Mutuelles et Caisses de Prévoyances, ainsi que du Patronat.

Sans occulter les oppositions des autres membres du gouvernement, ainsi que des distensions internes dans la CGT qui s'expriment de plus en plus, y compris par le Cartel des Cadres CGT.

RIEN NE POURRA SE FAIRE SANS VOUS

clame A. Croizat à l'adresse des travailleurs, le 12 mai 1946. La Sécurité sociale n'est pas qu'une affaire de lois et de décrets. Elle implique une action concrète sur le terrain, dans la cité, dans l'entreprise :

« ELLE RÉCLAME VOS MAINS » ... L'APPEL SERA ENTENDU !

Après d'âpres débats à l'Assemblée nationale et ailleurs, **il fait voter, à l'unanimité (... des présents), la Loi du 22 mai 1946 qui est la véritable création de cette institution qui va bouleverser totalement cette mainmise du patronat sur le social et, en partie, sur l'économique.**

Ce qui a commencé à changer

Dès le 1^{er} juillet 1946, suite aux décrets qui sortent quelques jours auparavant, **les Caisses de Sécurité Sociale ont été administrées provisoirement par les conseils d'administration dont les deux tiers des membres avaient été désignés par les organisations syndicales de salariés** qui sont 3, à cette époque : la CGT créée en 1895, la CFTC créée en 1919 et la CGC créée, seule-

ment, depuis le 15 octobre 1944.

ELLE RÉCLAME VOS MAINS » ... L'APPEL d'Ambroise Croizat EST ENTENDU !

Ce sont les mains qui vont construire, principalement sur leur temps libre. Pour chaque Caisse, il faut trouver des locaux, du personnel, créer des sections locales, des correspondants d'entreprises, tenir des permanences dans les mairies, installer un réseau d'agents itinérants qui sillonneront les campagnes pour récupérer les dossiers ou feuilles de soins.

... « **Un travail de fou ... mais l'enthousiasme aidait à gagner** ».

Une vraie protection sociale qui débarrasse enfin l'Homme des angoisses du lendemain. Se soigner. Pouvoir se soigner sans se restreindre, sans compter, **OUI ! Quasi gratuitement.**

On ne se rend plus compte, aujourd'hui, de l'étonnement des malades de cette époque à qui, d'un coup, et pour la 1^{ère} fois, tout était remboursé. **Être tranquille socialement, oui, c'est ça ... tranquille dans son devenir, dans son futur d'être humain.**

Tout cela dans un environnement de pressions terribles, j'y reviendrai.

On peut dire et affirmer que depuis le 1^{er} juillet 1946, c'est la CGT qui portait devant le pays la responsabilité de la gestion des caisses de Sécurité Sociale.

Car, il faut rappeler, dans ce domaine, que la CFTC, dès le début, a pris une position d'hostilité à l'égard de la loi et qu'elle s'est refusée à participer à la gestion des organismes de Sécurité Sociale.

Ce qui fut fait en seulement 6 mois est d'une dimension difficilement mesurable tellement ce fut révolutionnaire par cette généralité d'accès aux prestations sociales et par l'engagement massif des militants syndicaux CGT et politiques, notamment les Communistes.

La loi du 22 mai 1946

La loi du 22 mai 1946 a étendu la couverture de la Sécurité Sociale à toute la population, en plus des ... SEULS

... salariés du privé

Il s'agit là des salariés de Service public et surtout des travailleurs indépendants, des professions libérales, des artisans, des commerçants, des travailleurs agricoles propriétaires de leur ferme, des fermiers métayers (ce qui représentaient plus de la moitié de la population active, à cette époque-là).

Plus précisément, quels sont les principaux changements avec la mise en œuvre du Régime général de la Sécurité Sociale.

Ils tiennent dans les trois enjeux sur lesquels insistent **Henri Raynaud, secrétaire de la CGT** présentant son rapport : « **la défense de la Sécurité Sociale** », le 14 janvier 1947 au Comité Confédéral National CGT : les 3 enjeux étant :

- Une Caisse unique
- Un Taux unique de cotisation interprofessionnelle
- Une Gestion ouvrière sans patrons et sans tutelle étatique.

1^{er} enjeu : Une Caisse unique

Collecter toutes les alimentations financières dans une caisse unique qui reverse à chaque branche les sommes qu'elles doivent assumer :

- Payer des prestations aux malades ;
- Donner des retraites aux vieillards ;
- Compenser tous les risques encourus par les travailleurs ;
- Ainsi que les charges familiales ;

2^{ème} enjeu : Un financement par une cotisation interprofessionnelle au taux unique

Le second enjeu concerne le financement du régime général.

La CGT se bat sur 3 fronts :

1^{er} front : L'unicité d'un taux de cotisation interprofessionnel

La CGT va mener une bataille, dans l'ensemble réussie, mais avec une série d'échecs, pour un **taux unique, une assiette unique, un périmètre de collecte interprofessionnel.**

Ici encore, il s'agit de construire un outil de classe.

Caisse unique et taux unique interprofessionnel margi-



nalisent, voire suppriment, le pouvoir d'initiatives des employeurs, toujours prégnant dans des régimes de branche ou d'entreprise, y compris quand ils sont négociés avec des organisations syndicales.

L'unicité des taux et des caisses permet aux administrateurs salariés d'affirmer leur autonomie et de mener leur politique selon leur propre agenda.

En même temps, L'unicité des taux constitue le salariat comme acteur unifié, alors que la multiplicité des taux et des caisses donne toute latitude au patronat pour le diviser :

Tout comme la diversité des conventions collectives, la diversité des taux de cotisation génère de la sous-traitance ... qui détruit les collectifs de travail et instaure le dumping social.

Une enfance digne ne va pas sans une vieillesse heureuse.

La généralisation de la retraite des vieux qui, à l'heure actuelle, est accordée sans distinction à tous les vieux, qu'ils aient cotisé antérieurement ou non, qu'ils aient été salariés ou non salariés.

2^{ème} front : La nature de la cotisation : Salaire ou Revenu différé ?

Le patronat va s'appuyer sur les gouvernements et jouer sur la division syndicale pour :

S'opposer à la cotisation prélevée sur la Valeur ajoutée, reversée immédiatement comme salaire continué pour financer le social, les retraites, ...

- Amplifier la cotisation comme revenu différé : « j'ai travaillé, j'ai cotisé, j'ai droit ». telles l'AGIRC-ARRCO obligatoires et la RAFP obligatoire aussi mais par CAPITALISATION !!!
- EMPECHER la CGT en la CONTRANT qui demande la suppression du plafond et la hausse des pensions du régime général, construites sur la continuation du salaire –

3^{ème} front de lutte : Le refus de la fiscalisation

Il s'agit d'imposer la cotisation contre l'impôt.

Gage de la gestion ouvrière bien sûr, mais aussi de la collecte d'une part suffisante de la valeur ajoutée, car la cotisation balaie bien plus large que l'impôt.

En témoigne cet exemple donné par Henri Raynaud, le 14 janvier 1947, quand il compare :

- Les 500 millions de francs que le Ministère de la Santé peut consacrer à l'équipement sanitaire
- ... Aux 2 milliards qu'y consacre le Régime général de la Sécurité sociale au bout de 6 mois d'existence de gestion principalement par la seule CGT.

3. Une Gestion ouvrière sans patrons et sans tutelle étatique !

La gestion ouvrière est la 3^{ème} nouveauté radicale qu'introduit le régime général dans la Sécurité sociale.

La CGT ne l'obtient pas !

Les ordonnances d'octobre 1945 font de la caisse nationale un établissement public à caractère administratif sous tutelle du gouvernement ... influencé par le patronat.

L'élection des Administrateurs sur listes syndicales ... ou mutualistes, le 24 avril 1947 jusqu'en 1962 où la CGT demeure 1^{ère} O.S. mais perd, plus ou moins rapidement, les présidences des Caisses par la connivence du Patronat qui fait élire FO ou CFTC ou CGC puis, une « embellie » en 1983 sous Mitterrand, là ce sera, aussi, la CFTD !!! Ce furent les dernières élections !

En 1967, DE GAULLE et JEANNENEY supprime les élections des Administrateurs et mettent en place le PARITARISME : 50 % Salariés et 50 % Patronat.

Une O.S. Salariée qui vote avec le Patronat : c'est MAJORITAIRE. C'est encore mieux que ça car sur 5 Conférences, il y en aura entre 3 ou 4 pour s'aligner sur le Patronat.

PARITARISME = GESTION PATRONALE

Pour, en 1996, JUPPE qui institue les Administrateurs sur désignation des O.S. qui ne seront plus que CONSULTATIFS, depuis l'étatisation complète de la Protection sociale depuis 1996, bientôt 30 ans que ça dure ... que ça dure !!!

De pouvoirs réels qu'ils avaient pour déterminer la gestion, les évolutions à faire, l'élection des Directeurs des Caisses, ... désormais, notamment depuis 1996, ils sont confinés à n'être plus que des « pots de fleurs » avec voix consultatives, au mieux !!!

Les attaques avant, pendant et après la mise en place à compter du 1^{er} juillet 1946

A commencer par Charles De Gaulle qui sera toujours HOSTILE à la Sécu. Il sera le Président du Gouvernement Provisoire en France du 31 août 1944 au 20 janvier 1946.

Sous sa Présidence, mais en son absence (il est à Moscou), sera promulguée la 1^{ère} Ordonnance créant la Sécurité sociale et les Allocations Familiales le 4 octobre 1945

Pour autant, les opposants s'organisent ou sont aidés pour cela !

Dès Septembre 1944, Gaston Palewski, directeur du cabinet du général de Gaulle de septembre 1942 à janvier 1946, et Alexandre Parodi, ministre du travail et de la sécurité sociale en 1944-1945 :

- **Ont été chargés par DE GAULLE** de faire recréer une organisation patronale pour « contrer » le poids trop important de la CGT. Légalisée par l'ordonnance du 18 octobre 1944.
- Cette Commission de Représentation Patronale (CRP) deviendra le CNPF, le 21 décembre 1945, soit 1 mois après la nomination de ministres communistes dont Ambroise Croizat, il sera dissous le 27 octobre 1998 pour devenir le MEDEF !
- Dans le même temps, la CGC va être créée le 14 octobre 1945. Elle va œuvrer pour refuser l'affiliation des Cadres et revenus supérieurs en soutenant le Patronat qui « impose » le plafonnement des ressources et des prestations au Régime général. Elle se positionne sur la création de l'AGIRC le 17 mars 1947, retraite complémentaire basée sur les revenus pendant toute la vie active et par l'achat de points retraite convertis en points de service qui détermine la R.C. perçue.

Dans la même période de 1944, prémices de la création de la Sécurité sociale

Alexandre Parodi a confié à Pierre Laroque (Haut Fonctionnaire) la mission de mettre en œuvre le projet de Sécurité Sociale du programme du CNR.

Sur base de compromis il sera concrétisé par les ordonnances des 4 et 19 octobre 1945, soit 14 mois plus tard, après de multiples réunions car les oppositions d'approche entre les participants syndicaux, politiques, mutualistes et patronaux étaient, déjà, nombreuses.

Ça n'a pas été un long fleuve tranquille !

Ces ordonnances seront publiées au JORF et devront être exécutées comme lois. Quand ? ...

Les dates d'applications ? L'Art. 87 de l'Ordonnance du 04/10/1945 mentionne : « qui entrera en vigueur le 1^{er} juillet 1946 SAUF en ce qui concerne les dispositions pour lesquelles des décrets fixeraient des dates différentes d'entrée en application ».

Ce que créent ces ordonnances, ce n'est pas la Sécurité Sociale :

Tout existe déjà, qu'il s'agisse des assurances sociales (santé et vieillesse), des allocations familiales purement gérées par des Patrons avec de grandes inégalités, des régimes d'entreprises publiques comme la SNCF, des régimes spécifiques d'entreprises pour les employés supérieurs, du régime des fonctionnaires, des mutuelles, de la couverture des accidents du travail, ...

Que permettent les ordonnances ?

Ces ordonnances déterminent la création d'organismes à caractère public sous la responsabilité de représentants des pouvoirs publics, des employeurs et salariés, les principes de fonctionnement, leurs alimentations par des cotisations à 50/50 patronales et salariées et à 100 % patronales pour les A.T. et les Maladies professionnelles ainsi que pour les Allocations Familiales.

Elles prévoient la création de caisses primaires d'assurances maladie, maternité, des accidents du travail et invalidité, d'allocations familiales ainsi que des caisses régionales pour les retraites et une caisse nationale.

Tout en laissant, sans grandes contraintes d'intégrer les nouvelles caisses, en l'état les 1093 Caisses existantes depuis les années 1930 avec leurs 70 000 salariés ayant de très grandes différences de contrats de travail, de durées du travail, de rémunérations, de pérennités, ...

La CGT présente lors de l'élaboration, pendant la phase préparatoire jusqu'à août 1945, voulait un organisme unique à caractère privé pour échapper à la tutelle du gouvernement et du patronat !

Elle n'a pas obtenu gain de cause !!!

Le régime général, défini dans ces ordonnances, prend en charge les risques maladie, maternité, invalidité,

vieillesse, décès et accidents du travail et maladies professionnelles au profit des seuls salariés du secteur privé.

Seules les allocations familiales bénéficient à la quasi-totalité de la population et ... sous ce « prétexte », elles seront, immédiatement, séparées de la caisse unique.

La gestion des risques d'Accidents du Travail et des maladies professionnelles ne sera prise en charge par les caisses de Sécurité Sociale, **qu'à compter du 1^{er} janvier 1947**.

Ambroise Croizat Ministre du Travail et de la Sécurité sociale

Ambroise Croizat sera reconduit le 26 janvier 1946 par Félix Goin, SFIO, nouveau Président du Gouvernement Provisoire de la République, **Ministre du Travail ... et de la Sécurité sociale** où il restera jusqu'au 16 décembre 1946 avec Bidault (**10 mois et 20 jours**) puis du 22 janvier 1947 au 4 mai 1947 avec Ramadier, Président du Conseil (**3 mois et 12 jours : mais là ... pratiquement sans aucun moyen d'œuvrer**).

Ce même jour, le 26 janvier 1946, il présente un projet de loi, en vue de « dépasser » les blocages des salaires, institués depuis 1938, décidés par ce nouveau gouvernement. Ce projet reprend en 19 articles les revendications de la FD CGT des Métaux.

Les attaques ne se font pas attendre !

Dès le 6 février 1946, il reçoit une lettre du CNPF, signé par son Président Pierre Fournier, qui proteste vigoureusement contre la définition du salaire de base faite par le Ministre du Travail ...

Le ton même de la lettre qui est directement adressée à Ambroise Croizat, suggère que les représentants patronaux, d'ordinaire plus courtois, vis-à-vis des ministres, **se savent solidement soutenus**, au sein de ce gouvernement, **contre le ministre du Travail !**

C'est, tout de même, pendant cette courte période de 10 mois et 20 jours qu'Ambroise CROIZAT va donner sa plénitude au Régime général de la Sécurité sociale malgré des oppositions très fortes de la part de tous les autres partis politiques, de la CFTC, de la quasi-totalité des Mutuelles et Caisses de Prévoyances, ainsi que du Patronat.

Sans occulter les oppositions des autres membres du gouvernement et de la CFTC ainsi que des distensions internes dans la CGT qui s'expriment de plus en plus, y compris par le Cartel des Cadres CGT.

La portée et la gravité des attaques immédiates contre la Sécurité Sociale.



Pas d'illusion à avoir, les périls sont sérieux et immédiats.

SAUF que les attaques n'ont pas cessé contre la Sécurité sociale.

C'est d'abord, au cours des mois de mai et juin 1946, les tentatives qui furent faites pour empêcher que la loi soit effectivement mise en application à partir du 1^{er} juillet 1946.

A l'intérieur même de son fonctionnement les obstacles incessants se sont multipliés :

- Les salariés bien payés, les techniciens, les cadres et ingénieurs devaient entrer dans les bénéficiaires de la sécurité sociale : **la CGT ne voulait pas de limitation par un plafond des ressources et des prestations servies;**
- Une campagne pour obscurcir leur intégration a été alimentée en faisant « jouer » les instincts les plus égoïstes ;
- **La conception la plus fausse de la défense de leurs intérêts des cadres et des ingénieurs étant de leur faire exiger la création d'un régime spécial** qui était déjà une 1^{ère} tentative de morcellement de la Sécurité Sociale unificatrice naissante ;

- Des échos dans ce sens se sont exprimés jusque dans les rangs des syndicats CGT cadres et ingénieurs qui venaient « compléter » ces manœuvres créant une atmosphère difficile entretenue par la CGC naissante;
- **Le problème des Allocations Familiales a été l'objet de dures réactions car elles touchaient au point sensible des puissances d'argent, en particulier, les Caisses de Compensation patronales et leurs gestions entièrement faites par le patronat ;**
- La rentrée des A.T. dans la **Sécurité Sociale** a suscité longtemps les réactions des Compagnies d'Assurances (seules à couvrir ces risques, auparavant).
- La Compagnie d'assurance l'Urbaine qui venait d'être nationalisée, a été obligée d'avouer que 60% de ses bénéfices provenaient de la gestion des A.T. ;
- **Les fonctionnaires et travailleurs des Services publics, où là-aussi, ils étaient poussés à réclamer des régimes spéciaux maintenus ou ... créés qui auraient ouverts de nouvelles brèches dans l'unicité de la Sécurité Sociale.**

Le 8 août 1946, Ambroise Croizat fait une intervention à l'Assemblée nationale où il rappelle, entre autres, la volonté de n'exclure personne de la portée de cette généralisation du Régime général, du profond respect des corps médicaux à qui il garantit le maintien de leur indépendance et leur autonomie tout en leur demandant de travailler, en bonne intelligence, à de bonnes relations pour développer l'accès aux soins pour tous.

Avec de telles institutions, nous pouvons avoir la certitude que la Sécurité sociale sera en constant progrès. Elle sera une création continue ; et elle aidera puissamment notre pays à améliorer son état sanitaire, tout en libérant l'ensemble des Français et des Françaises de l'incertitude de l'avenir.

Solidarité par la cotisation :

En ce qui concerne le financement de l'institution, les propos de Croizat sont d'une modernité brûlante : « Outre le fait que cela grèverait fortement les contribuables, disait-il, faire appel au budget de l'Etat serait subordonner l'efficacité de la politique sociale à des considérations purement financières qui paralyseraient les efforts accomplis ».

Malheureusement, actuellement, depuis l'étatisation totale de la Sécu depuis 1996 et les Lois de financement annuelles votées ou imposées à coup de 49-3, le financement global en 2024 des 628 Mds€ ont été assumés par 53 % des ménages et par SEULEMENT 56,4 % des

cotisations, y compris les contributions d'équilibre de l'Etat (compensation partielle des exonérations des cotisations « patronales ») et par 38,1 % par la CSG et Impôts et Taxe dont la TVA, l'impôt le plus injuste et inégalitaire.

Démocratie enfin, et c'est là « l'exception française » car seule une gestion par les intéressés eux-mêmes peut garantir que la santé restera un droit fondamental pour tous. Là, encore les mots du Ministre sont novateurs, je cite :

« Pour la 1^{ère} fois, l'appareil nouveau met la gestion de l'intérêt des travailleurs dans les mains des travailleurs eux-mêmes. Ceci est d'autant plus important car l'assurance (et particulièrement pour les accidents du travail) relevait jusqu'à ce jour de compagnies commerciales et, pour les Allocations Familiales, d'une gestion purement patronale ».

Dans un entretien, le haut fonctionnaire, Pierre Laroque rappelle son étonnement devant la rapidité de mise en place de la Sécurité sociale et le rôle joué par le Ministre dans l'aboutissement des grandes réformes :

Dans cet entretien, il a dit : « En 9 mois, à peine, malgré les oppositions, nous avons pu construire cette énorme structure, alors que les Anglais n'ont pu mettre en application le Plan Beveridge financé totalement par les Impôts et Taxes, qui date de 1942, qu'en 1948 (6 ans plus tard) ».

Jusqu'au début 1947, les militants de la CGT (notamment les communistes) ont réussi à faire front à toutes ces attaques, mais le danger se précisait sous d'autres aspects.

L'opposition vient aussi de l'Assemblée Nationale. De nombreuses interventions fusent des bancs de la droite pour retarder la date de mise en application du Plan de Sécurité Sociale.

Le projet de loi de M. Charles Viatte, député MRP (mouvement créé par Bidault, CFTC, ex-président du CNR, en novembre 1944), déposé début 1947, qui demande, dans son article 1^{er} : « la remise en vigueur du principe abandonné le 4 octobre 1945 », c'est purement et simplement le retour à l'ancien système des Assurances sociales, au pluralisme des caisses.

En clair, c'est la remise en cause des fondements mêmes de la Sécurité sociale : l'unicité, la solidarité et surtout le principe de gestion démocratique des nouveaux organismes par les assurés eux-mêmes.

La CFTC et la CGC feront partie des soutiens à ce projet de loi qui développe les mêmes arguments pour s'op-

poser à l'unité syndicale,... au nom de la liberté.

Ils demandent que les assurés sociaux puissent se grouper dans des caisses de leur choix.

Il restait encore plus de 700 caisses, sur les 1093 existantes dans les années 30.

Face à cela, la CGT a dit NON !

En réalité, derrière cette attaque du M.R.P. se posait comme dans l'enseignement :

la défense de la laïcité

Les militants de la CGT ont dû lutter pour la défense de la laïcité de la Sécurité Sociale.

L'exposé des motifs de M. Viatte suffisait pour sentir que se trouvait là, **la même attaque contre la Sécurité Sociale gérée par les assurés eux-mêmes, sur un plan laïque**, que celle menée par les églises contre la laïcité dans le domaine de l'enseignement.

Bien entendu, les attaques n'étaient jamais directes et n'osaient pas attaquer de front en faisant de même que ceux, pas très républicains au point de vue politique, ... se réclament de la République ; de même que ceux qui ne sont pas démocrates ... se réclament de la démocratie.

Pour ce, ils faisaient toute une série de propositions qui enlevaient aux assurés la gestion de leurs caisses.

La loi du 22 mai 1946

La loi du 22 mai 1946 a étendu la couverture de la Sécurité Sociale à toute la population : 40 millions pour 20 millions d'actifs dont, seulement, 7.5 millions d'ouvriers, en plus des ... SEULS ... salariés du privé.

Il s'agit là des salariés de Service public et surtout des travailleurs indépendants, des professions libérales, des artisans, des commerçants, des travailleurs agricoles propriétaires de leur ferme, des fermiers métayers (ce qui représentaient plus de la moitié de la population active, à cette époque-là).

En ce qui concerne toutes ces nouvelles catégories de travailleurs, **c'est sur la base de leur bonne ou mauvaise volonté des intéressés pour verser leurs cotisations** que leur affiliation devra se faire.

Des protestations s'expriment sur le taux trop élevé des cotisations qui leur sont demandées parce qu'on leur demandait la valeur des deux cotisations patronale et ouvrière puisqu'ils n'avaient pas d'employeur.

Il était certain qu'il y avait là un danger très sérieux.

Plus précisément, quels sont les principaux changements avec la mise en œuvre du Régime général de la Sécurité Sociale et leurs attaques :

Les 3 enjeux étant :

- Une Caisse unique
- Un Taux unique de cotisation interprofessionnelle
- Une Gestion ouvrière sans patrons et sans tutelle étatique.

1^{er} enjeu : Une Caisse unique

La CGT n'est pas parvenue à imposer la fusion immédiate des assurances sociales et des allocations familiales **dans une caisse unique**, repoussée à plus tard et toujours pas unifiée, actuellement.

Deux caisses parallèles vont se mettre en place dans les départements.

Les brèches ouvertes dans l'unicité par le Patronat, la CGC, la CFTC et leurs multiples soutiens, y compris certains parmi la CGT.

L'Association générale des Institutions de retraite des Cadres (l'AGIRC) est créée dès le 14 mars 1947 par une convention collective interprofessionnelle, **avec gestion paritaire, son Président élu, avec les voix du patronat**, provient de la CGC.

Les signataires créateurs étant le CNPF, la CGC, la CFTC mais AUSSI, le CARTEL CONFEDERAL des INGENIEURS et des CADRES SUPERIEURS CGT mené par PASCARE, Secrétaire Général et accompagné par 5 autres CGT.

Les régimes statutaires sont maintenus ... ou construits hors du régime général.

« Ceux-ci pourront l'intégrer quand le Régime général aura atteint les niveaux supérieurs de ces régimes pour aller au Régime général unique ».

Telle était la volonté d'Ambroise Croizat !

Ce qui ne sera jamais fait et c'est tout le contraire qui se vit depuis les réformes de 1987 à aujourd'hui.

La Confédération CGT obtient par le décret du 31 décembre 1946, l'intégration des fonctionnaires (env. 500.000 à cette période) dans le régime général pour la maladie, malgré l'opposition de la CFTC.

SAUF que la loi André Morice (Député radical, rallié à Daladier en 1938) du 9 avril 1947 (JORF du 10 avril 1947), soit 3 mois et 10 jours après :

Invalide le Décret du 31-12-1946 ;

- Ambroise CROIZAT, nommé Ministre pour la 3^e fois,

n'a plus le pouvoir de s'y opposer ;

- elle réintroduit leurs mutuelles des Fonctionnaires comme section locale ou correspondant du régime général dans la gestion des prestations. C'est toujours le cas actuellement !

Cette loi sauve ainsi la mise et leurs continuités aux régimes complémentaires qui sont aujourd'hui parmi les adversaires les plus résolus de l'assurance-maladie en matière de santé. Mutuelle « patronale » Obligatoire depuis 2016 pour le Privé ! en voie de se généraliser avec les Cheminots à Statut couvert à 100 % par leur PROPRE CAISSE qui à partir du 1^{er} 2024, avec le soutien plein et entier de 3 syndicats sur 4 : CFDT, UNSA, et les « révolutionnaires » SUD-RAIL, peuvent souscrire à la MUTUELLE PATRONALE qui sera OBLIGATOIRE à tous les Cheminots à compter du 1^{er} janvier 2025, ainsi que pour les Fonctionnaires. C'est un retour aux années 1930 : la SANTE de plus en plus dans les mains des Capitalistes.

Face à une telle adversité, Henri Raynaud peut, à juste titre, dire dans son rapport toute la fierté de la CGT pour le travail accompli pendant les 6 derniers mois de l'année 1946.

Quelle détermination ont-ils dû mobiliser dans un environnement extrêmement défavorable pour mener à bien cette entreprise colossale.

DÉSORMAIS COMPÉTENCE DIRECTE DES CAISSES PRIMAIRES.

Comme le disait Henri Raynaud : « une telle transformation administrative et sociale accomplie en 6 mois est sans doute un fait sans précédent dans notre pays.

... La façon heureuse dont [les conseils d'administration] s'en sont sortis témoigne de qu'ils seront aptes à réaliser demain ».

2^{ème} enjeu : Un financement par une cotisation interprofessionnelle au taux unique

La CGT se bat sur 3 fronts :

L'unicité d'un SEUL taux de cotisation interprofessionnel ;

La nature de la cotisation : Salaire au lieu du Revenu différé ?

Le refus de la fiscalisation.

1^{er} front : L'unicité d'un taux de cotisation interprofessionnel

La CGT va mener une bataille, dans l'ensemble réussie, mais avec une série d'échecs, pour un taux unique, une assiette unique, un périmètre de collecte interprofessionnel.

Ici encore, il s'agit de construire un outil de classe.

Caisse unique et taux unique interprofessionnel marginalisent, voire suppriment, le pouvoir d'initiatives des employeurs, toujours prégnant dans des régimes de branche ou d'entreprise, y compris quand ils sont négociés avec des organisations syndicales.

L'unicité des taux et des caisses permet aux administrateurs salariés d'affirmer leur autonomie et de mener leur politique selon leur propre agenda.

En même temps, L'unicité des taux constitue le salariat comme acteur unifié, alors que la multiplicité des taux et des caisses donne toute latitude au patronat pour diviser le SALARIAT :

Tout comme la diversité des conventions collectives, la diversité des taux de cotisation génère de la sous-traitance ... qui détruit les collectifs de travail et instaure le dumping social.

En 1945, les cotisations aux allocations familiales (qui constituent alors la majorité des prestations du régime général) sont toutes alignées sur 12 % et portées progressivement à 16 % du salaire brut (atteint en 1948).

Cotisations à 9 % unifiées pour la vieillesse ... Mais le plafond est maintenu !

2^{ème} front : La nature de la cotisation : Salaire ou Revenu différé ?

Le patronat va s'appuyer sur les gouvernements et jouer sur la division syndicale pour :

- S'opposer à la cotisation prélevée sur la Valeur ajoutée, reversée immédiatement comme salaire continué pour financer l'accès aux soins, les indemnités journalières, les Allocations, Familiales, les retraites...
- Amplifier la cotisation comme revenu différé : « j'ai travaillé, j'ai cotisé, j'ai droit ».

Le patronat obtient des gouvernements successifs que sur l'ensemble de la décennie de 1950, le taux de cotisation au régime général n'augmente pas et

– **EMPECHE la CGT en la CONTRANT** qui demande la suppression du plafond et la hausse des pensions du régime général, construites sur la continuation du salaire –

Le patronat met en place avec FO et la CFTC, à partir de 1948, des régimes complémentaires de retraite (plus de 700) pour certains salariés sous le plafond de la Sécu, généralisé, unifiés par une Loi, généralisant l'ARRCO en 1972.

Comme l'AGIRC, présidée par la CGC depuis sa création en mars 1947, **ce régime est paritaire, donc patronal**, et surtout repose sur la même logique capitaliste de revenu différé.

Alors que le régime général, comme celui des fonctionnaires et des agents à statuts publics, est construit comme la prolongation des meilleurs salaires de l'intéressé (les 6 derniers mois ou les 6 meilleurs) et ... commence à instituer, ce que l'on peut considérer comme la continuité du salaire fondée sur la qualification pérenne de la Personne, **comme alternative au marché du travail**.

L'ARCCO-AGIRC affirme au contraire la logique d'emploi en faisant des pensions la contrepartie des cotisations de toute la carrière ... au travail de chaque travailleur. **INDIVIDUALISATION TOTALE !!!**

On comprend qu'aujourd'hui ce régime, unifié depuis 2019, soit le bras armé du patronat dans la réforme des pensions, et plus largement de toute la Sécurité sociale.

Puisque c'est sur ce modèle que le MEDEF et la CFTD construisent, depuis 2013, d'ANI en ANI, une batterie de comptes individuels fondés sur la performance des salariés sur le marché du travail :

Sans oublier, depuis le 1^{er} janvier 2016, l'obligation d'être affilié à une Mutuelle choisie par la direction de

l'entreprise, où les cotisations du Forfait Sal et Empl ainsi que les Options du Sal sont basées sur le Plafond de la Sécurité sociale à 3 925,00 €, en 2025, (là ce n'est pas trop cher, c'est le Capital qui « empoche ») augmentent régulièrement et les prestations s'amenuisent, qui ne dure que pendant la période de la présence du salarié dans cette entreprise.

Périodes de chômage ou sortie du travail = SANS couverture complémentaire ! Nécessité de « se payer, SEUL », une Mutuelle !

3^{ème} front de lutte : Le refus de la fiscalisation



Enfin – troisième front de lutte de classe–

Il s'agit d'imposer la cotisation contre l'impôt.

Gage de la gestion ouvrière bien sûr, mais aussi de la collecte d'une part suffisante de la valeur ajoutée, car la cotisation balaie bien

plus large que l'impôt.

En témoigne cet exemple donné par Henri Raynaud, le 14 janvier 1947, quand il compare :

Les 500 millions de francs que le Ministère de la Santé peut consacrer à l'équipement sanitaire

... Aux 2milliards qu'y consacre le Régime général de la Sécurité sociale au bout de 6 mois d'existence de gestion principalement par la seule CGT.

Certes, la CGT peut s'appuyer sur la tradition des cotisations qui évoluent en fonction des besoins à couvrir (prestations définies obligatoirement satisfaites).

Mais la haute fonction publique entend profiter du nouveau cours de la libération pour mettre en place pour gérer le Régime général de la Sécurité sociale, un service public géré par l'Etat.

Ceci, CONTRE la CGT qui rappelle en permanence le caractère privé de la Sécurité sociale et soutient la collecte des cotisations dans une Caisse Unique de récép-tion ainsi que les affectations à chaque caisse.

Ambroise Croizat, dans son dernier discours à l'Assemblée nationale – Octobre 1950 :

Jamais nous ne tolérerons que soit rogné un seul des avantages de la sécurité sociale.

Nous défendrons à en mourir et avec la dernière énergie, cette loi humaine et de progrès.

Pendant toutes les années 50, la haute fonction publique, prenant appui sur ses relais au Parlement et au Conseil supérieur de la Sécurité sociale, **TOUS, ils vont batailler pour la fiscalisation des recettes.**

Les gouvernements, durant ces années, ont placé la Sécurité sociale **sous la tutelle du Ministère de la Santé** et non plus celui du Ministère du Travail.

Une partie de l'argent des cotisations sera détournée en faveur de **l'équipement hospitalier qui devrait être à la charge de l'État**. Mais, c'est à préciser que pendant ces années, la construction des hôpitaux, des CHU, la modernisation des anciens **se sont faites par subventions NON remboursables.**

Selon Pierre Laroque, Directeur général de la Sécurité sociale, les fonds de l'institution ont largement contribué à reconstruire, rénover et développer l'appareil hospitalier français depuis la Libération.

La fiscalisation, rampante, progresse !

En 1956, le gouvernement socialiste de Guy Mollet crée un Fonds national de solidarité qui **tente une fiscalisation des prestations minimales de Sécurité sociale** à un niveau jusque-là inconnu.

Cette initiative fera long feu et il faudra attendre le **gouvernement Rocard (socialiste ?) pour qu'elle soit relancée** avec la création de la CSG en 1990/1991 à 1,10 % de 95 % du Salaire Brut pour être à 9,20 % avec la CRDS de 98,25 % où se rajoute 3 ou 4 « charges patronales » de Prévoyance à 100 % qui font que c'est à plus de 100 % du Brut qu'elles sont prélevées. Ce sont des CONTRIBUTIONS (impôts) qui sont affectées selon les décisions des Députés et Sénateurs quand c'est, désormais le 49-3 !!!

Le gouvernement Juppé, en 1996, mettra sous la **tutelle étatique la gestion de la Sécurité sociale** à travers les Lois de Financement de la Sécurité Sociale (les LFSS) qui continuent à étrangler sa gestion.

Sauf que depuis 2020, ce sont les Impôts et Taxes (TVA majoritairement) dont la CSG qui alimentent à plus de 50 % les budgets de la Protection sociale !

En 2021, les cotisations n'ont représenté que 46 % ! malgré la forte hausse des dépenses

A ce stade, il est peut-être bon de rappeler les différences fondamentales entre cotisation et contribution car la CSG et la CRDS, tout comme la CASA, sont des contributions :

Cotisations, elles sont prélevées directement sur la valeur ajoutée avec participation salarié et employeur (prélèvement primaire), **elles sont dites « fléchées »** et, par ce fait, **SONT OBLIGATOIREMENT affectées à ce pourquoi elles ont été prélevées** : cotisation Maladie va à la maladie, cotisation Retraite va à la retraite, ...

Contributions (CSG, CRDS, CASA) elles sont, principalement financées par les seuls salariés par les revenus d'activités et par les revenus de remplacement (retraite, chômage, invalidité, ...) ainsi que par des Prélèvements sociaux sur certaines opérations financières. Elles relèvent d'un prélèvement secondaire (principe de l'impôt).

Par contre, les Contributions, comme l'impôt, ce sont les Députés et les Sénateurs qui décident, chaque année, l'affectation de ces contributions ainsi que les montants qui en seront faits pour les destinataires.

Ce sont des décisions purement et totalement politiques. D'une année sur l'autre, ça varie énormément en affectations et en montants.

3. Une Gestion ouvrière sans patrons et sans tutelle étatique !

La gestion ouvrière est la 3^{ème} nouveauté radicale qu'introduit le régime général dans la Sécurité sociale.

La CGT ne l'obtient qu'en partie !

Les ordonnances d'octobre 1945 font de la caisse nationale un établissement public à caractère administratif sous tutelle du gouvernement ... influencé par le patronat.

La mise en place des caisses primaires, au cours de l'année 1946, on l'a vu, est le fait d'administrateurs désignés par la CGT, quasiment seule, pour les 2/3 d'administrateurs salariés (67 %).

Ce système de désignation se heurte à une opposition telle que la loi du 30 octobre 1946 lui substitue l'élec-

tion sur listes syndicales ... ou mutualistes en avril 1947.

Point important : les Conseils d'administration élisent les Directeurs des caisses qui doivent rendre des comptes de leur gestion à ce C.A. et peuvent « être remerciés » s'ils n'ont pas mis en œuvre, correctement, les directives et applications du C.A.

Désormais, après les élections, les Conseils des caisses chargées de la santé et des pensions comptent $\frac{3}{4}$ de salariés (75 %) et $\frac{1}{4}$ d'employeurs (25 %).

Alors que, dans les Caisses d'allocations familiales, les Conseils d'administration ne comptent qu'une moitié de salariés (50 %) ... permettant une gestion émanant principalement du patronat.

Pour ces élections du 24 avril 1947 qui concernent environ 15 millions de salariés, la CGT a réussi à s'assurer :

- De la fiabilité des listes électorales ;
- De l'organisation de la double élection aux 2 types de caisses **sur le temps de travail rémunéré** ;
- **Et, à imposer dans les entreprises de plus de 100 travailleurs, l'obligation des bureaux de vote sur le lieu de travail.** Pour cette élection, uniquement, car le patronat obtiendra par la suite le vote dans les seules salles municipales et elles se feront, par la suite, ... le dimanche.

A ces 1^{ères} élections, la CGT sera largement majoritaire : 59,27 % des voix en Sécurité sociale et 61,88 % en Allocations familiales. Elle est prédominante dans 109 des 124 caisses de Sécurité sociale et dans 101 des 113 caisses d'Allocations familiales.

Sur les 5 élections de 1947 à 1962, la CGT est et demeure majoritaire,

Y compris, à celles du 19 octobre 1983 où la CGT demeure 1^{ère} O.S. en obtenant 28,1 % en CPAM et 568 Administrateurs sur 1.965 et 28,2 % en CAF et 517 Administrateurs sur 1.748.

Ceci, malgré toutes les vicissitudes faites : réélections prud'homales en 1982 (elles avaient eu lieu en déc. 1979 pour 5 ans) et les collèges salariés intégrant des Non-salariés (ex-PDG, artisans, commerçants, leurs familles, jeunes dès 16 ans, retraités, ...). Ce sont les dernières élections qui ont eu lieu.

En 1996, leur mandat a été supprimé et les Administrateurs sont nommés par désignation sur des bases changeantes.

Mais le patronat s'attache à évincer la CGT de la présidence des caisses en apportant systématiquement ses

voix aux élus de la CFTC, de FO et de la CGC puis à la CFDT.

Ce à quoi la CGT répond par une permanente revendication d'éviction des patrons des Conseils d'Administrations.

Car les financements de la protection sociale proviennent de la création des richesses produites par les seuls travailleurs salariés ou indépendants par le biais des cotisations émanant de la Valeur Ajoutée. La base du salaire brut ayant été retenue pour établir « l'assiette » déterminant le calcul des cotisations.

Sauf que :

Le sabotage étatique de l'institution est systématique dès 1945.

La maîtrise par le gouvernement des cotisations et des prestations lui permet :

D'empêcher toute progression du taux de cotisation

Et d'attiser le mécontentement des assurés en laissant se construire des campagnes de presse imputant aux gestionnaires ouvriers les conséquences d'une pénurie qu'il organise de toutes pièces.

D'une part, avec la complicité des syndicats médicaux qui refusent toute convention avec le régime général, le Gouvernement décide du non-remboursement des dépenses de santé ambulatoires par un tarif d'autorité sans rapport avec le coût réel, **si bien que les remboursements, initialement prévus à 80 %, sont en réalité de 40 %.**

D'autre part, il maintient les pensions à un niveau extrêmement faible...

En affectant le considérable excédent de l'assurance-vieillesse à la Caisse des Dépôts, pour couvrir des dépenses courantes de l'Etat.

Henri Raynaud, dans le Peuple en avril 1950, **montre que les 9/16^e (56,25 %) de la cotisation** ne sont pas affectés aux pensions et **sont, obligatoirement, déposés à la Caisse des Dépôts :**

Leur cumul représente 155 milliards de Francs en avril 1950.

Le Ministre des Finances, interpellé par un parlementaire du Conseil de la République, **le 30 juillet 1949, lui répond que :**

« Les fonds de la Sécurité sociale sont déposés à la Caisse des Dépôts et, **comme les fonds de cette Caisse des Dépôts entrent dans le Trésor public, de fait, ils constituent une partie du fonds de roulement de**

l'Etat ».

On le voit, les caisses ont la responsabilité de la collecte et de l'affectation des cotisations, SAUF que sur des points stratégiques où, à la finalité, unilatéralement, c'est l'Etat qui décide.

Pour rappel, en 1946, le budget du régime général de la Sécurité sociale était de 200 milliards de Francs et représentait la moitié du budget de l'Etat !

Quand il représente en 2024 avec 660 Md€ : 178 % du budget de l'Etat ! Mais sa gestion est entièrement étatisée depuis 1996 et antidémocratique, à coups de 49.3 comme en 2024.

Il m'a été demandé de faire court MAIS il aurait fallu traiter :

- Le Gel des cotisations
- Les Réformes successives depuis 1987 : allongements des trimestres, recul de l'âge de départ, passage aux 25 meilleures années au lieu des 10, les régimes spéciaux et fonctionnaires calculés sur les trimestres au lieu de 2 % par année et l'allongement de la durée du Travail,
- Le Forfait hospitalier, gestion des hôpitaux comme des entreprises à but lucratif, marchandisation de la santé, profits exorbitants des laboratoires pharmaceutiques, franchises sur les médicaments, les visites, les transports, les analyses, ...
- Volontés d'aller à des retraites par capitalisation obligatoire telle la RAFP de tous les Fonctionnaires

mise en place au 1^{er} janvier 2005 avec 10 % à 50/50 Sal/Empl de cotisations sur les éléments NON indiciaires sans dépasser 20 % du Traitement indiciaire.

En 2024 :

- 4,4 Millions de Cotisants POUR 2,25 Milliards d'€ de cotisations encaissées pour SEULEMENT 474 Millions d'€ de prestations versées dont près de 50 % en Capital Unique,

PORTE-FEUILLE des ACTIFS : PRES DE 50 MILLIARDS d'€ (+ 7,8 % sur 2023) en placements CAPITALISTES en 19 ans d'exercice : C'EST BON POUR QUI ?

- La « casse » des Organismes de Santé Publics avec la prolifération des Organismes Privés.
- Les exonérations de cotisations « patronales » puis salariales (maladie et chômage)
- Les augmentations des Contributions en lieu et place des COTISATIONS
- La forte précarisation des conditions d'embauches et salaires en chute libre

...

LES « FONDATEURS » DE LA SÉCURITÉ SOCIALE



Georges Buisson - Ex secrétaire adjoint de la CGT



Ambroise Croizat - Ex secrétaire de la Fédération de la Métallurgie

LES PROPOSITIONS CGT

Pour fermer la porte à la misère dans notre pays.

Nous venons de voir comment s'est construite la Sécurité Sociale française, « la Sociale » malgré toutes les difficultés rencontrées par l'équipe dont s'est entouré Ambroise Croizat de 1943 à 1947 date des premières élections.

Nous savons qu'elle est le fruit de beaucoup de travail philosophique, intellectuel, politique, juridique et militant et qu'elle a été obtenue de haute lutte puisque, dès sa mise en place, elle est attaquée de toute part ce qui a conduit à certaines concessions.

Ce fut un chantier remis sur table obstinément par tous les gouvernements et le patronat jusqu'à aujourd'hui parce qu'ils n'ont jamais admis que des masses financières considérables échappent au monde capitaliste, ses banques et sa bourse pour servir le bien-être et une sécurité maximale devant tous les aléas de la vie de la naissance à la mort de l'ensemble de la population. Le grignotage progressif nous conduit aujourd'hui à une Protection sociale morcelée, inéquitable qui n'est plus que le fantôme d'elle-même.

Contrairement à ce qui nous est seriné tous les jours, les fondamentaux ne sont ni ringards ni obsolètes. Les humains ont toujours besoins d'une Sécurité Sociale globale de haut niveau « visant, comme proposé par le Conseil National de la résistance, à assurer à tous les citoyens des moyens d'existence dans tous les cas où ils sont incapables de se les procurer par le travail, avec une gestion appartenant aux représentants des intérêts et de l'État. »

Pour fermer la porte à la misère grandissante la CGT propose la mise en place d'une « SÉCURITÉ SOCIALE INTÉGRALE » à partir des valeurs mise en place par Croizat, Buisson, Billon, Parodi, Laroque : Un système UNIQUE de SOLIDARITÉ par RÉPARTITION, INTERGÉNÉRATIONNEL.

Pour cela nous devons :

- Revenir au Principe d'unicité de la Sécurité Sociale pour assurer la couverture de l'ensemble des risques sociaux et répondre à l'ensemble des besoins de la population. Ceci implique un collecteur et un financeur unique regroupant
- La Maladie
- La Retraites
- La Famille
- La Maladie Professionnelle et accidents du travail

Auxquels on propose de rajouter

- La perte d'emploi avec un revenu de substitution (actuel France Travail)
- La prise en compte de la perte d'autonomie : nouvelle branche financée actuellement par les salariés et les retraités au travers de la CSG, la Contribution Additionnelle de Solidarité pour l'Autonomie (CASA) et la journée de solidarité.

Financement :

Pour assurer le financement il faut commencer par la suppression de toutes les exonérations actuelles et la création d'un système de contributions patronales calculées non plus sur un pourcentage identique à toutes les entreprises mais proportionnel en fonction d'un rapport Valeur Ajouté (richesses créées) sur la Masse Salariale.

A condition de mettre en place une proportionnalité dissuasive pour les entreprises à forte valeurs ajoutée ceci permet

- de supprimer des aides à des entreprises qui n'ont pas de difficulté financière,
- d'augmenter considérablement les entrées de contribution puisque le calcul est préalable à la distribution des dividendes,
- d'aider seulement les entreprises en difficulté ou qui augmentent les salaires et le nombre de salariés en diminuant automatiquement leur taux de cotisation,
- de limiter le recours intempestif à l'Intelligence Artificielle et aux contrats de travail à la tâche et aux rendements qui aujourd'hui pourrissent les conditions de travail et conduisent au burn-out et à la mise au chômage des salariés les plus anciens et les plus fragiles.
- ♦ De supprimer les déplaçonnements, d'intégrer les primes et autres éléments du salaire, d'obliger à l'égalité salaire femme/homme
- **Récupération des provisions pour risque des assurances complémentaires.**
- **Contribution des employeurs recourant aux ruptures conventionnelles pour les seniors, en leur faisant verser l'équivalent de plusieurs mois de salaires**
- **Versement par l'employeur au régime d'assurance**

chômage de l'équivalent du montant des indemnités versées au salarié dont le licenciement a été reconnu « sans cause réelle et sérieuse »

3- Mise en place du 100 %

Pour la maladie : Il faut déterminer un périmètre de remboursement à 100 % pour toutes les dépenses de soins dès lors qu'elles sont prescrites par un médecin conventionné secteur 1 y compris pour la dépendance, le dentaire, l'optique et les prothèses. Ceci remet en cause la complémentarité mutualiste et assurantielle qui, du fait de la diminution considérable des risques à couvrir, devront réinjecter dans la Sécurité Sociale leur couverture assurantielle qui ont été prélevé sur les cotisations des adhérents. Cela représente des sommes colossales qui aujourd'hui alimentent la bourse et le patrimoine bancaires. C'est également une diminution significative des cotisations pour les familles.

A terme ces mesure plus la modification du finance-

ment devrait permettre la suppression de la CSG et de la CRDS.

Pour la retraite : Pas de retraite en dessous de 100 % du SMIC

Pour le chômage : 100 % du salaire jusqu'à un plafond à déterminer.

Pour la famille : Nous ne pouvons pas parler de 100% mais il est temps de prendre mieux en compte le fait que les enfants sont à la charge des familles bien au-delà de 18 ans avec l'allongement de la durée des études. Des progrès doivent être fait sur les APL, et tout le système de prise en charge des très jeunes enfants doit revenir dans le giron public des CAF.

4 – Structurations nécessaires à la prise en charge des besoins sanitaires :

- Développement des Centres de Santé pluriprofessionnels publics avec du personnels salariés financés par la Sécurité Sociale en fonction du nombre de patient ce qui suppose la fin du paiement à l'acte.
- Mise place d'un maillage territorial de proximité dont l'hôpital publics et les centres de santé seraient les pivots.

- L'Hôpital Public sanitaire ou psychiatrique doit redevenir l'acteur majeur de la prise en charge des patients en lui octroyant prioritairement les moyens financiers et d'infrastructures pour répondre aux besoins de la population, dans la proximité, avec un personnel qualifié et rémunéré à la hauteur de ses compétences. Il faut en finir avec la Tarification à l'Activité (T2A), les extravagances territoriales sensées permettre des économies d'échelle qui sont des modes de fonctionnement purement capitaliste avec recherche de rendement. La gestion doit être conjointement assurer, dans la proximité, par la Sécurité Sociale, l'État et un Conseil d'administration déci-



sionnaire. « *Y'en a marre de ses énarques et des personnels des cabinets conseils qui s'évanouissent un voyant une seringue qui viennent expliquer aux professionnels comment ils doivent travailler !* »

- Le système de prise en charge doit évoluer vers plus de possibilité de maintien à domicile mais il faut en finir avec la délégation vers les systèmes associatifs ou privés qui sont manipulés au chantage financier et construire de véritables structures publiques avec du personnel qualifié et correctement rémunéré.
- La Sécurité Sociale n'a pas pour fonction d'enrichir les multinationales privées de santé ou du médicament. Elles se goinfrent sur le dos de la population. L'empire pharmaceutique se fait chaque année 40 milliard de profit sur le dos des patients de notre pays et de notre système de santé. La mise en place d'un pôle public pour stopper cette gabegie avec une véritable régulation du prix des médicaments et autres dispositifs médicaux éviterait par exemple à 200 000 infirmières hospitalières de se battre avec des tubulures de perfusion défectueuses et de mettre l'accent sur la recherche et le développement d'une industrie pharmaceutique française.
- Il faut en finir avec la Taxe sur les Salaires payée par la seule Fonction Publique Hospitalière qui représente l'équivalent du salaire de 60 000 infirmières en milieu de carrière.

5 – **Démocratie Sociale**

- Le rôle de la Sécurité Sociale est de répondre à tous les besoins de la population en trouvant les financements nécessaires pour cela et non, comme c'est le cas aujourd'hui, de limiter la réponse aux besoins pour respecter un budget prédéterminé.
- Seul les concernés sont capables d'évaluer, de mesurer et d'apporter des réponses justes aux besoins de Sécurité sociale.
- Seul les concernés seront soucieux de la bonne gestion de leur bien collectif.
- La Sécurité Sociale doit être gérée par 100 % de représentants des ayants droits. Il faut en finir avec la gestion étatique et le PLFSS chaque année plus minable et désespérants.
- Nous devons revenir à l'élection des représentants des salariés.

La sécurité est à nous ! Quelque soit le gouvernement il doit nous la rendre en nous donnant les moyens de mettre en place une politique sociale exemplaire dont le pays ne peut sortir que par le haut. Oui nous allons appauvrir quelques milliardaires qui ne consomment

rien d'important et frustrer quelques opportunistes mais nous allons permettre à toute une population de retrouver de l'emploi, du pouvoir d'achat, du mieux-être en vivant soulagés des soucis quotidiens.

Alors, nous qui sommes les descendants de ceux qui ont construit en 8 mois « la Sociale » de 1945 allons-nous nous battre sans relâche Contre le PLFSS du capitalisme ou Pour la Sécurité Sociale Intégrale, unique, solidaire par répartition intergénérationnelle proposée par la CGT d'aujourd'hui ?

Comment allons-nous informer la population et les salariés pour construire un rapport de force à la hauteur des enjeux ?

Comment allons-nous faire pour porter nos propositions auprès de la population et des politiques ?

Comment allons-nous construire une grande lutte interprofessionnelle et intergénérationnelle pour obtenir le droit de vivre dignement en toute circonstance ?

Intervention de Daniel Blache pour les 130 ans de la CGT à Alba la romaine.

Yves vient d'aborder l'historique de la sécurité sociale, ces principes lors de sa création, les attaques qu'elle a subi tout au long de ces 80 dernières années et avant d'aborder les propositions alternatives que fait la CGT pour regagner une sécurité sociale intégrale sur les valeurs fondamentales qui avait inspiré Ambroise Croizat.

Je vais m'arrêter sur les deux dernières attaques qui démontrent que le gouvernement veut en finir avec la sécurité sociale de Croizat, bâtie sur le travail, les cotisations sociales et le salaire socialisé.

D'abord, la loi du 07 août 2020 qui a entériné le fait que 136 milliards d'euros de dettes soit transférés dans la CADES (caisse d'amortissement de la dette sociale), créer en 1996.

Près de 40 milliards de la dette COVID a été transféré à la CADES alors que c'était à l'état de l'assumer.

Le délai de remboursement de la dette globale de la CADES a été repoussé de 2024 à 2034.

Pour rappel, le remboursement se fait par la CRDS, que seuls les salariés, retraités et privés d'emploi payent.

Les patrons et les entreprises ne payent rien depuis la création en 1994.

Les mesures entérinées par cette loi du 7 août 2020 démontrent que le gouvernement cherche à exploiter la Sécurité Sociale volontairement pour la supprimer à terme.

Ensuite, le président Macron a « remis sur la table » la proposition d'une TVA sociale, déjà proposée par Sarkozy en 2010, lors d'une interview télévisée sur TF1 le 13 mai.

La TVA sociale, si elle était appliquée, aurait pour conséquences :

A) Une baisse générale du niveau de vie.

Le projet de TVA sociale consiste à diminuer les cotisations sociales sur les salaires et à combler le manque à gagner en augmentant cette taxe à la consommation qu'est la TVA sociale.

Chaque achat par les consommateurs est soumis à TVA :

- Taux réduit à 5,5 % pour les livres, billets et entrées aux spectacles ou au cinéma...
- Taux intermédiaire à 10 % (restauration, transport des personnes...)
- Taux à 20 % (pour la quasi-totalité des biens et services présents sur les territoires).

La hausse de la TVA entraîne mécaniquement une hausse des prix. Selon une étude de l'INSEE, une hausse de 3 points de TVA entraîne en 3 ans une baisse généralisée du niveau de vie, en particulier pour les plus modestes.

B) La TVA sociale va contre la Sécurité Sociale.

Aujourd'hui 46 % des recettes de la Sécurité Sociale sont issues de recettes fiscales.

En contrepartie, la part des cotisations sociales, n'est plus que de 49 % contre 92,2 % en 1990 (avant la CSG).

Cela transforme la structure de financement de la Sécurité Sociale et permet à l'Etat de justifier la remise en cause de la démocratie sociale.

Face à ces nombreuses attaques contre la Sécurité Sociale et son financement, la CGT propose une Sécurité Sociale intégrale du XXI^e siècle à partir des valeurs mises en avant par Ambroise Croizat.

Une autre répartition des richesses créées par le travail est possible pour financer une Sécurité Sociale intégrale répondant à l'ensemble des besoins de la population.

La Sécurité Sociale intégrale suppose un collecteur et un financement unique.

Cela n'a rien à voir et s'oppose même au 100 % santé du gouvernement Véran faisant supporter aux complémentaires santé l'essentiel de l'effort dans le cadre d'une articulation entre Assurance Maladie obligatoire et complémentaire.

1) Notre projet de Sécurité Sociale intégrale s'appuie sur 5 éléments fondamentaux :

- Revenir sur le principe d'unicité de la Sécurité Sociale avec la couverture de l'ensemble des risques sociaux :
- Maladie
- Retraite
- Famille

Auxquels on propose de rajouter :

- La perte d'emploi avec un revenu de substitution
- La prise en compte de la perte d'autonomie qui aujourd'hui a été intégrée dans une nouvelle branche, hors Sécurité Sociale et la prise en compte par la

CNSA financée à 92 % par l'impôt.

multinationales du médicament.

2) Il faut modifier profondément l'organisation du système de santé

A partir de la promotion du travail et de la santé, en s'engageant dans une demande prévention, d'éducation sanitaire et de promotion du travail et de la santé.

Pour cela la CGT a formulé un certain nombre de revendications :

- Développement des centres de santé pluriprofessionnels publics avec des professionnels de santé salariés.
- Un financement forfaitisé dépendant du nombre de patients traités, ce qui suppose de remettre en cause le paiement à l'acte.
- La remise en cause de la séparation médecine de ville/hôpital avec un maillage territorial entre les deux secteurs, dont l'hôpital public et les centres de santé seraient les pivots.
- Mise en place d'une médecine de parcours pilotée par l'assurance maladie (et non par les complémentaires ou assurances, comme c'est le cas actuellement).
- Mettre en place un pôle public du médicament pour stopper l'overdose des profits de l'empire pharmaceutique qui fait chaque année près de 40 milliards de profits sur le dos des patients qui paient de plus en plus cher le coût de la santé.
- Cela implique une régulation du prix du médicament qui intègre la recherche et développement de plus en plus abandonné par les laboratoires (exemple : prise en compte du vaccin contre le COVID).

Sanofi, qui a bénéficié du crédit emploi-recherche de la part du gouvernement, a dans le même temps procédé à 3500 suppressions d'emplois.

L'Assurance maladie n'a pas pour fonction d'enrichir les

3) Tout ce qui contribue aux soins doit être remboursé par l'Assurance Maladie

Il y a de très grandes inégalités de prise en charge des soins : autour de 90 % en moyenne pour l'hospitalisation, 70 % pour les généralistes ou les médicaments, un peu plus de 30 % pour les dentistes, moins de 5 % pour les lunettes !

Certaines dépenses ne sont pas prises en charge par l'Assurance maladie. Ce non-remboursement est parfois justifié, mais il doit reposer sur des règles claires et compréhensibles. Par ailleurs, les dépassements d'honoraires ne sont pas remboursés (ce qui est normal : ces dépassements d'honoraires ne devraient pas exister).

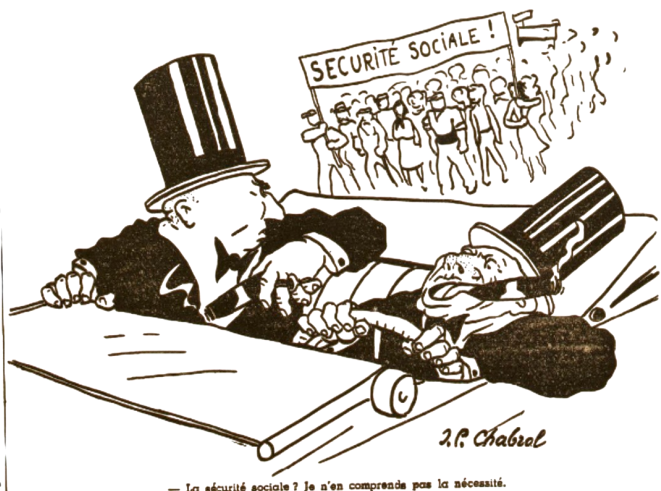
Il faut donc d'abord définir le périmètre remboursable, ce qui doit se faire selon des règles transparentes. Tout ce qui est nécessaire devraient être inclus dans le périmètre remboursable, mais pas ce qui relève du luxe (par exemple : pour l'optique, les montures les plus chères ou certaines caractéristiques de verres particulièrement coûteuses sans être justifiées médicalement).

Une fois défini le périmètre remboursable, se pose la question du taux de remboursement. Actuellement, le taux de remboursement de l'Assurance maladie est, comme on l'a vu, très variable : 100 % pour les ALD, 70 % en moyenne pour les médicaments, 15 % pour les médicaments dont l'Assurance maladie considère que le service médical rendu est insuffisant. Il est particulièrement bas pour le dentaire, l'optique et les prothèses auditives (10 %, voire moins).

La détermination de ce périmètre remboursable et du taux de remboursement constitue un enjeu central de la reconquête de la Sécurité Sociale. Cela implique une discussion stratégique au sein de l'Assurance maladie, sur ce qui doit être remboursé : le principe devrait être que tout ce qui permet de soigner devrait être remboursé. Rien ne justifie en particulier la faiblesse de la prise en charge du dentaire, de l'optique et de l'audition par l'Assurance Maladie, comme les différences des taux de remboursement des médicaments.

Nous proposons de tendre vers un remboursement à 100 % des dépenses de soins, dès lors qu'ils ont été prescrits par un médecin et que les traitements ont été reconnus comme efficaces.

S'agissant du dentaire, de l'optique et de l'audition, il nous faut engager d'urgence une reconquête de leur remboursement par la Sécurité Sociale permettant de passer de la situation actuelle - ou le taux de rembour-



sement est de l'ordre de 10 % - à un remboursement intégral par l'Assurance maladie.

4) Dégager les ressources nécessaires, ce qui implique une réforme du financement

Au total, une telle réforme se traduirait par une augmentation des cotisations d'Assurance maladie qui serait sans doute comprise entre 1 et 2 points de cotisation.

Ce coût n'est pas négligeable, mais n'est pas non plus hors d'atteinte. En même temps, cela renforce la nécessité d'une réforme du mode de financement des cotisations employeurs. Cette mesure pourrait être financée de diverses manières, par exemples par l'institution d'une contribution patronale sur les intérêts et dividendes. Par ailleurs, du fait du changement de périmètre de prise en charge, cette hausse serait compensée par la baisse des cotisations des complémentaires santé.

En tout état de cause, c'est le travail et les richesses qu'il crée qui doivent financer, par la cotisation, la Sécurité Sociale, notre protection sociale ; condition unique pour préserver un système solidaire.

Il faudrait aussi revenir sur les plus de 80 milliards d'euros d'exonérations dont bénéficient les entreprises chaque année et sur les 211 milliards d'euros d'aides dont elles ont bénéficié cette année, sans conditions ni suivi de leur effet.

Trop souvent ces aides servent à payer les dividendes aux actionnaires.

Un récent rapport portant sur 500 pays décortique toutes ces aides publiques au travers de près de 2200 dispositifs divers.

A titre d'exemple CARREFOUR a reçu 2,3 milliards d'aides publiques de l'Etat de 2013 à 2018 et a dans le même temps reversé 2,8 milliards de dividendes.

5) La Sécurité Sociale intégrale impliquerait un rôle nouveau de la protection sociale exemplaire

Ces dernières devraient se recentrer essentiellement sur la prévention et la prévoyance lourde. Des milliers de postes ont été supprimés ces dernières années à la Sécurité Sociale avec les consé-

quences néfastes que l'on connaît pour les patients et usagers : fermeture de caisses, délais de traitements des dossiers excessivement longs, éloignement d'un service de proximité... De par leurs compétences et expériences avec un minimum de formation si besoin, nombre de salariés des mutuelles pourraient intégrer les effectifs de la Sécurité Sociale, la remplaçant dans sa dimension de service public au service de l'utilisateur.

Pour ce faire elle pourrait s'appuyer sur son très important réseau de services de soins et d'accompagnement :

Hôpitaux, cliniques, centres de santé, centres d'optique et d'audition, EHPAD... La mutualité compte au total près de 2 600 établissements. Elle pourrait aussi aider à développer la coopération et la mise en réseau des différents acteurs du système de santé.

En conclusion, redonnons tout son sens à la Sécurité Sociale, afin de la restaurer sur les bases fondatrices et initiales de 1945. Il nous faut rétablir, dans les faits et dans les esprits, les principes d'une Sécurité Sociale financée par le salaire socialisé qui mettra fin aux exonérations voire aux suppressions de cotisations sociales.

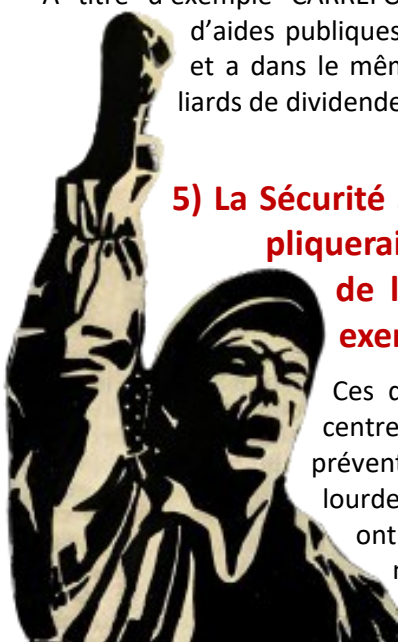
Ces exonérations, non seulement n'apportent rien sur le plan de la création d'emplois, mais ne sont que la perte invisible des cadeaux toujours plus importants, offerts à un patronat toujours plus avide de profits.

La France a largement les moyens de mener une politique plus ambitieuse de protection sociale financée à 100 % par la Sécurité Sociale. Il s'agit là d'un véritable choix de société qui passe aussi par une autre politique en matière d'emploi et de salaire, qui s'oppose de fait à la financiarisation de l'économie.

Revenons à ce que disait Ambroise Croizat en 1944 : lors de la création de la Sécu :

« La mise en place d'un plan complet de la Sécurité Sociale visant à assurer à tous les citoyens, des moyens d'existence, dans tous les cas où ils sont incapables de se les procurer par le travail, avec une gestion appartenant aux représentants des intéressés et de l'Etat, de la naissance à la mort. »

Extrait du programme du Conseil National de la Résistance (CNR), adopté le 15 mars 1944.





CGT et ses 130 ans

1^{ère} partie : Présentation historique du mouvement ouvrier et de la CGT des origines à la "Grande Guerre".

Jean-Louis ISSARTEL

Le mouvement ouvrier s'inscrit dans la très longue histoire des mouvements sociaux, lesquels se repèrent dans toutes les sociétés où les inégalités sociales ne sont plus acceptées:

Dès l'Antiquité, (grèves en Egypte antique, révoltes d'esclaves dans l'empire romain, soulèvements populaires au moyen Age, aux temps modernes (révolte du roure en Vivarais...), et surtout pendant la Révolution française qui reste une révolution bourgeoise. C'est au nom de l'abolition des privilèges que Le Chapelier fait adopter une loi en juin 1791 interdisant le droit de coalition, c'est à dire de créer un syndicat et de faire grève: Les hommes désormais libres peuvent contester mais individuellement, et les contrats de travail se font d'individu à individu. Le consulat et l'Empire vont renforcer le pouvoir des patrons en instaurant le livret ouvrier. Révolution bourgeoise oui, mais pas uniquement: les sans-culottes très attachés aux idées de démocratie directe et d'égalité (pas entre les sexes) sont pour la construction d'une société de petits propriétaires. Leur pression a joué pour la France, qui, contraire-

ment au Royaume-Uni reste un pays de petites propriétés avec pendant longtemps une prédominance de l'artisanat. On note l'émergence d'idées nouvelles, concernant la construction d'une société égalitaire comme celles de Babeuf. Tout ceci va marquer l'histoire du mouvement ouvrier en France.

Qu'est ce que le mouvement ouvrier?

On pense de suite à la mobilisation de grandes masses de salariés dans l'industrie. Mais, il ne s'est pas construit de cette manière, car pendant une grande partie du XIX^e siècle, la grande industrie n'en est qu'à ses débuts et ne partie du paysage économique que dans certains secteurs, comme les bassins houillers. C'est notamment le cas en France, où le mouvement s'organise surtout au niveau de l'atelier et des métiers confrontés à la mainmise croissante de la bourgeoisie



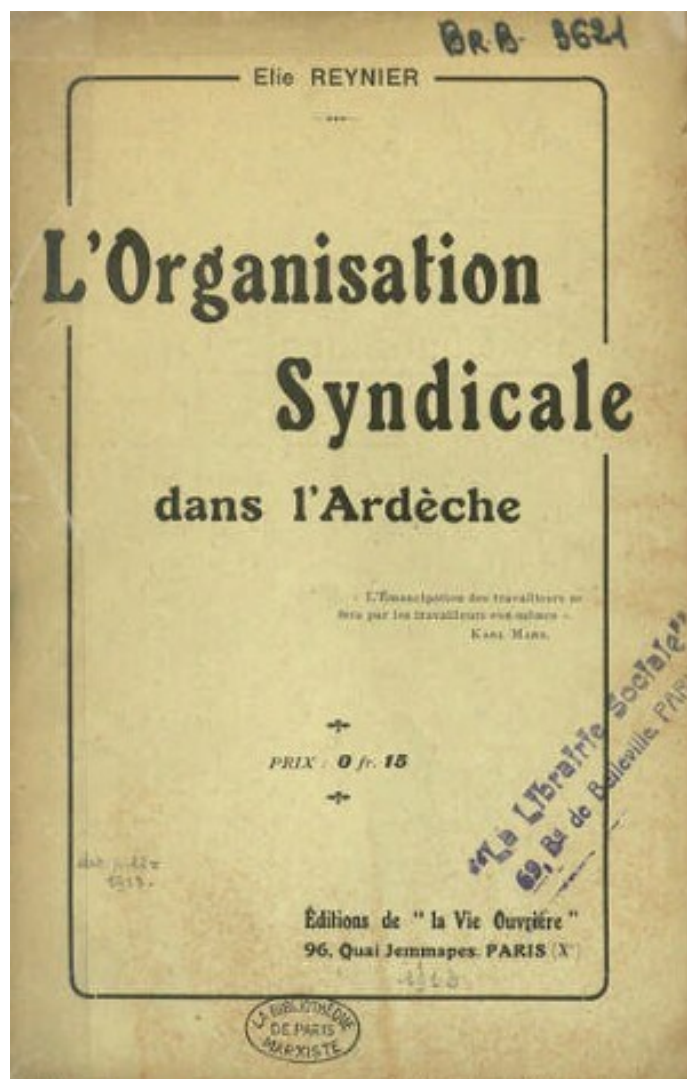
d'affaires, et où le salariat est encore minoritaire. Les débuts du syndicalisme s'inscrivent dans ce contexte. 2 volets d'organisation: sur le plan syndical et sur le plan politique.

Deux objectifs pour le mouvement ouvrier

- d'abord lutter pour améliorer des conditions de travail et de rémunération indignes générées par l'exploitation dont ils sont l'objet de leur commanditaire, exploitation aggravée par le système capitaliste où le règne de la concurrence et la recherche du profit maximum conduite à la prolétarianisation grandissante des travailleurs .

- Mais aussi, agir pour construire une société plus juste, certains, tous d'ailleurs issus de la bourgeoisie, imaginant au début la mise en place d'une société idéale (les utopies) avant que de grands courants ne se développent, l'un, l'anarchisme s'appuyant sur les conceptions de Proudhon en France ou de Bakounine, un autre s'appuyant sur les conceptions révolutionnaires de Karl Marx consistant à renverser le système par une prise du pouvoir par la classe ouvrière pour le remplacer par une société sans classes. Sans oublier les idées réformistes consistant à vouloir construire le socialisme par un aménagement du capitalisme à l'aide de réformes.

Ces objectifs nécessitent une organisation du mouve-



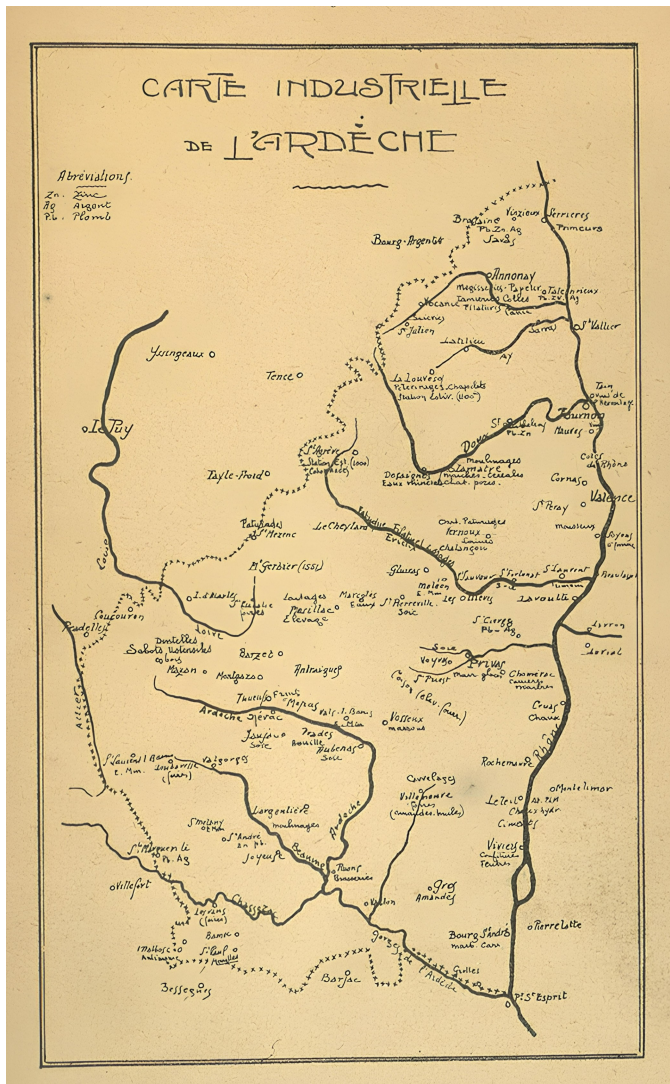
ment ouvrier. Celui-ci se structure dans les différents pays à la fois sur le plan national, et sur un plan international: (3 internationales se créent la 1ère en 1864 dominée par les idées anarchisantes combattues par Marx, la 2de en 1889 où les idées de Marx triomphent mais avec une interprétation réformiste dominée par la social-démocratie allemande, et la 3ème en 1919 liée au triomphe de la Révolution soviétique en Russie. La 1ère en 1876 et la 3ème en 1943 ont disparu. Il ne reste que la 2de, aujourd'hui IS. Mais ces Internationales concernent essentiellement les partis politiques, les syndicats se structurent aussi sur le plan mondial...

Il existe d'assez grandes différences selon les pays. Dans certains, comme au Royaume-Uni, la création des syndicats (trade-Unions) débouche sur la constitution du parti travailliste. De même en Allemagne où les liens entre syndicat et parti social-démocrate sont très étroits. En France, c'est très différent.

La particularité française

Les petits producteurs en voie de prolétarianisation,





comme l'ont montré les travaux de Jérôme Beauvisage, « imposent leurs modes de pensées et leurs pratiques d'action à un mouvement ouvrier en voie d'affirmation ». Modes de pensée et d'action à mettre en relation avec le monde préindustriel qui les entoure où les savoir-faire manuels gardent toute leur importance. Les conflits de classe se déroulent dans le mode de l'atelier, et non dans celui de la fabrique industrielle. Cette particularité marquera beaucoup le mouvement ouvrier français par la suite, où la pensée anarchiste, notamment celle développée par Proudhon, l'imprègne fortement, surtout dans un 1er temps. Pour ce courant de pensée, qui rejette toute forme d'autorité, celles de l'Etat, de l'Eglise ou des partis, l'émancipation des travailleurs face au capitalisme doit se passer avant tout sur le terrain économique, par leur libre association, construite selon un principe fédératif. Un courant combattu surtout dans la seconde moitié du XIX par les idées de Marx, pour qui la priorité pour la classe ouvrière consiste à s'emparer du pouvoir politique afin d'instaurer le socialisme marqué par la collectivisation des principaux moyens de production et d'échanges et la construction d'une société sans classes.

Et le syndicalisme en Ardèche dans tout cela?

Les premiers syndicats se construisent avant tout pour améliorer les conditions de vie et de travail des travailleurs, en les unissant, face au pouvoir patronal. Mais très vite ils s'inscrivent aussi dans une perspective plus globale de remise en cause du capitalisme. Au tout début, pour ne pas subir la répression, on s'organise en société de secours mutuel, légale et souvent d'ailleurs contrôlée par le patron. Ainsi naissent à Annonay dans les années 1848-1852 l'Union des mégissiers, l'Union des travailleurs... Et à Privas se constitue une société des ouvriers tailleurs qui bénéficie du soutien de Laurent de l'Ardèche, créateur d'un "cercle démocratique des associations de bienfaisance du canton de Privas". Ces structures légales couvrent parfois des actions revendicatives comme en février 1849 à Aubenas où une pétition circule contre les horloges truquées qui allongent les journées de travail dans les filatures (16h), ou en 1850 et en 1855 chez les mégissiers d'Annonay.

L'autorisation du droit de grève en 1864 facilite le mouvement revendicatif: grèves de mégissiers en 1864-1870 à Annonay, en 1857 puis 1871 des ouvriers imprimeurs sur foulards à Tournon.

Après l'écrasement de la commune à Paris en 1871, et une période de répression intense, la victoire des Républicains sur les Monarchistes après 1875, voit la tentative d'une fraction de la bourgeoisie républicaine à tenter de se concilier le monde ouvrier par le vote en 1884 de la loi Waldeck Rousseau autorisant les syndicats professionnels.

Une loi qui ne reçoit pas un accueil particulièrement chaud parmi les travailleurs qui se méfient de tout ce qui vient de l'Etat.

Une organisation syndicale aux multiples visages

Alors que la grande industrie se développe avec un nombre de plus en plus important de salariés, les organisations de défense des travailleurs se structurent de 2 manières :

- Soit sous la forme de bourses du travail qui fédèrent au niveau d'une ville toutes les chambres syndicales du secteur (organisation horizontale), organisant la solidarité, développant coopératives et formations, selon l'idée que l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes. Les idées anarchisantes y

prospèrent, d'autant plus que devant l'émiettement du socialisme en sectes rivales pousse beaucoup d'ouvriers à défendre l'autonomie syndicale, privilégiant le système fédéraliste, rejet de toute appartenance politique, avec comme mode d'action privilégié la grève générale qui verrait s'effondrer le système capitaliste... En 1892 est créée à Saint-Etienne une fédération des Bourses du Travail.

- Soit sur le plan de fédérations syndicales professionnelles (organisation verticale). Plusieurs d'entre-elles ont créé une Fédération Nationale des Syndicats (FNS) où s'affrontent guesdistes (marxistes) liés au Parti Ouvrier Français avec d'autres courants révolutionnaires notamment sur la question de la grève générale rejetée par les guesdistes (partisans de mener la bataille politique aux élections et prônant l'insurrection ouvrière) qui l'emportent en septembre 1895.

Et surtout, un grand nombre de syndicats indépendants.

Sur le plan national la croissance des effectifs syndiqués double entre 1876 et 1880, pour atteindre 64 000 membres regroupés dans 478 syndicats. En Ardèche apparaissent ainsi à Annonay en 1880 une chambre syndicale des ouvriers mégissiers de rivière, très corporatiste,

avec ses coopératives ; en 1883 à Serrières celle des chapeliers-fourreurs, en 1894 un syndicat des mineurs à Prades.

L'Unité nécessaire: création de la CGT

Au delà des divergences, la nécessité de l'union s'impose.

Le 23 septembre 1895 est créé la CGT au congrès de Limoges: 75 délégués présents 126 chambres syndicales, 18 bourses du Travail. Les 1ers pas de la CGT sont marqués par ses origines à forte composante anarcho-syndicaliste. Elle doit "se tenir en dehors de toutes les écoles politiques", refusant de s'engager lors de l'affaire Dreyfus, affirmant en 1906 par la charte d'Amiens, son indépendance avec les partis politiques, fussent-ils ouvriers, et développant comme principe d'action révolutionnaire, l'appel à la grève générale, notamment pour le 1er mai. Débuts parfois chaotiques, avec des crises, notamment en 1909-1911, où l'appel à la grève générale montre ses limites et où la répression féroce impulsée par Clémenceau l'affecte durement, parfois polluée par le conflit entre partisans d'une organisation horizontale (bourses du travail) et partisans d'une organisation verticale, difficultés nées aussi de l'évolution dans le



monde de travail (accroissement du salariat, partage du travail et saucissonnage des tâches, évolution des métiers...).

Malgré ces difficultés, la création de la CGT (et en 1905, celui de l'unité ouvrière sur le plan politique avec la création de la SFIO), est suivie d'un accroissement notable de ses effectifs. Elle atteint les 200 000 adhérents en 1906, pour stagner aux alentours de 330 000 avant la grande guerre, et engager de grandes batailles pour la journée de 8 heures.



Et en Ardèche?

En 1913, Elie Reynier, professeur à l'EN, qui a joué en Ardèche un rôle moteur pour la création de syndicats affiliés à la CGT, publie un petit opuscule *L'Organisation syndicale dans l'Ardèche*. Il y déplore que beaucoup de ceux qui existent, notamment ceux d'Annonay (où se met en place une union locale des syndicats en 1909), englués dans le corporatisme, restent en dehors de la confédération et manquent d'efficacité. Ajoutons que certains (les mégissiers notamment qui par ailleurs sont solidaires de leurs camarades de Grenoble en grève) s'opposent au travail des femmes. Il cite les apparitions éphémères de syndicats comme celles et ceux de la viscosse à Vals les Bains, des ouvriers de la soie artificielle à La Voulte (1911), de mineurs à Flaviac, Saint Cierge la Serre, Privas. Reynier note toutefois l'engagement des cheminots du Teil et ceux des cimentiers de Lafarge qui en 1912 ont constitué un syndicat fort de 800 adhérents.

L'engagement des femmes ?

Michèle Perrot historienne du féminisme souligne les difficultés pour les femmes de s'engager. Au XXème et pendant une bonne partie du XXème l'économie ouvrière est une économie familiale. Dans ce cadre le rôle de chacun dans la cellule familiale est essentiel. La femme est alors une ménagère. Elle s'occupe du budget

et se mobilise surtout lorsque les prix flambent ou que le ravitaillement fait défaut. Les enfants sont nombreux et s'en occuper est une lourde tâche. Et lorsqu'elle se salarie, c'est souvent pour une période limitée (quand elle est jeune avant le mariage, pour une saison et dans quelques secteurs seulement (textile, confection, industrie du tabac...). D'autre part, depuis le Code Civil napoléonien, elle est dans une situation subordonnée sur le plan juridique. Et le droit de vote leur est interdit. Tout ceci constitue des freins énormes, d'autant plus que le syndicalisme est teinté dans le contexte de l'époque d'un certain machisme. La bataille syndicale est considérée comme une vertu virile. Pourtant les choses commencent à changer. On se souvient des figures de femmes combattives de la période révolutionnaire ou de la commune de Paris, telle Louise Michel. Avec la IIIème République, on a pensé que la République allait les favoriser. Des chambres syndicales de dames réunies font leur apparition dans les années 1876-1880. Au Congrès de Marseille en 1879, la question de l'égalité des salaires hommes-femmes est posée par Hubertine Auclert, et le principe en est adopté. La loi de 1884 autorise les femmes à se syndiquer sans autorisation de leur mari. Mais la bataille est loin d'être gagnée. En 1914, alors que les femmes, de plus en plus nombreuses à travailler constituent 36% de la population active, elles ne représentent que 10% des effectifs syndiqués.

En Ardèche, Il convient de citer l'engagement des femmes notamment dans les filatures et moulinsages de

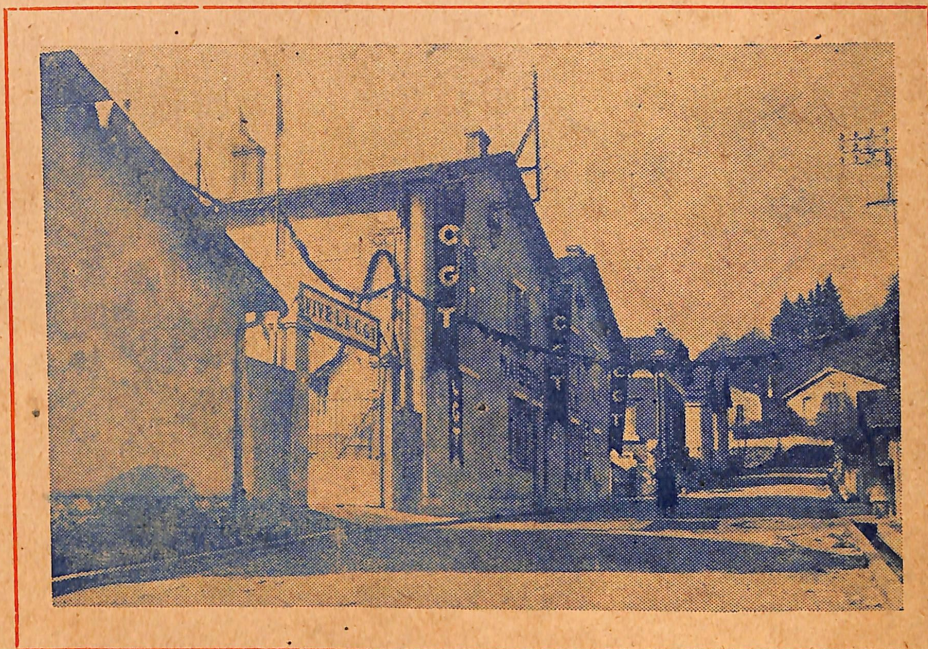
BULLETIN MENSUEL D'INFORMATION

C.G.T.

F.S.M.

de l'Union Départementale

des Syndicats de l'Ardèche



Mois de avril 1930

N°

la région de Privas qui en 1898 obtiennent par la grève l'annulation de la baisse des prix de façon. Elles créent un syndicat des ovalistes qui disparaît toutefois en 1903. De 1909 à 1911, et surtout en 1911 ce sont encore des femmes qui aux côtés des hommes (1/2 des effectifs) engagent un bras de fer contre leur directeur aux papeteries de Vidalon à Annonay pour leurs salaires, contre des licenciements. Les fonctionnaires n'ayant pas le droit de se syndiquer, Elie Reynier souligne la lutte des institutrices aux côtés des instituteurs de l'Ardèche organisés en syndicat depuis 1907 sur la base d'un syndicalisme révolutionnaire très actif. Et **en 1912, se constitue l'union des syndicats de la Drôme et de l'Ardèche affiliés à la CGT** (8 syndicats ardéchois dont les cimentiers de Lafarge, les cheminots... les institutrices et instituteurs).

La guerre de 14-18 et ses conséquences sur le plan syndical

Mais la tragédie de la guerre de 14-18 rebat les cartes.

Dès ses débuts la CGT, très antimilitariste se prononce contre tout embrigadement belliciste, et préconise d'y répondre par la grève. Mais en son sein, il existe de fortes réticences, comme dans le mouvement ouvrier international. Lors des obsèques de Jean Jaurès, Léon Jouhaux dirigeant de la CGT depuis 1909, alors candidat des "révolutionnaires" déplore le déclanchement du conflit. Mais il déclare sa haine de l'impérialisme allemand et ne parle plus de l'impérialisme français, préparant ainsi son ralliement à l'Union sacrée. Lors des conférences nationales de la CGT en 1915, 1916, 1917, il se heurte à une

minorité grandissante issue du syndicalisme révolutionnaire et pour certains se réclamant du léninisme. La CGT sort du conflit avec une direction réformiste conduite par Jouhaux mais avec une forte minorité révolutionnaire dopée par l'espoir que fait alors grandir la révolution soviétique. Le traumatisme profond engendré par la guerre se traduit par une montée du pacifisme au sein de la population, et un regain des mouvements sociaux mettant en cause les profiteurs de guerre. Malgré la création de la CFTC en 1919, impulsé par la vision sociale de l'Eglise prônant la collaboration des classes, et par un patronat pour qui "diviser, c'est régner", ses effectifs atteignent les 2,4 millions d'adhérents en 1920. Une puissance qui n'est pas sans rapport avec le vote de la journée des 8 h en juin 1909 dans les usines à feu continu.

CGT et ses 130 ans

2^{ème} partie : un siècle d'histoire de la CGT et du syndicalisme) au prisme de l'Ardèche (1914- 2024).

Pierre BONNAUD

C'est une gageure que de parcourir ce siècle d'histoire extrêmement riche en quelques minutes. Jean-Louis a évoqué la création et les premiers pas de l'organisation Syndicale. je chevauche un peu son récit qu'il arrête dans les années 20, au moment où est créée la première UD CGT Ardéchoise (précisément en 1919).

Une observation pour commencer sur la prégnance du syndicalisme révolutionnaire dans les premières années de la CGT : on peut observer que, dans la suite de l'histoire, les deux personnalités qui occupent les postes de responsabilité les plus importants et le plus longtemps au secrétariat général, à savoir Léon Jouhaux et Benoit Frachon, sont tous deux passés par cette « école ». Mais, le syndicalisme révolutionnaire épouse comme la couleur grise d'un célèbre roman, cinquante nuances !

Une deuxième observation porte sur la toile de fond à l'échelle nationale et locale : à partir de la grande guerre, l'industrialisation progresse à grands pas avec la création de grosses unités de production qui emploient des centaines voire des milliers de salarié-es dont un grand nombre de femmes, par exemple en Ardèche : l'usine la viscose à Vals-Labégude, l'usine du groupe Gillet, la TASE à La Voulte, l'usine TSR dite la Bergère à

Satillieu, les usines de chaux et ciment Lafarge sur Le Teil-Viviers... etc. La grande guerre a creusé le déclin démographique du département et la déprise agricole s'accélère. Le patronat fait appel à la main-d'œuvre étrangère qu'il surexploite : italiens, arméniens, espagnols, maghrébins de l'Empire colonial...

Les défis auxquels est confronté le syndicalisme sont donc nombreux. Et l'histoire de la CGT tout au long de ces 100 années n'est absolument pas un long fleuve tranquille !

Plutôt qu'un exposé chronologique, J'ai retenu 5 thèmes, 5 « fils rouges » qui sont des constantes, des traits permanents dans cette histoire.

- Le lien entre le syndicat et les grandes vagues de grève.
- L'impact des guerres sur le syndicalisme
- Les relations compliquées de la CGT et des autres organisations avec le champ politique, les partis.
- Le primat de la lutte collective pour obtenir des résul-

Ce que nous disons est net, sans équivoque . :

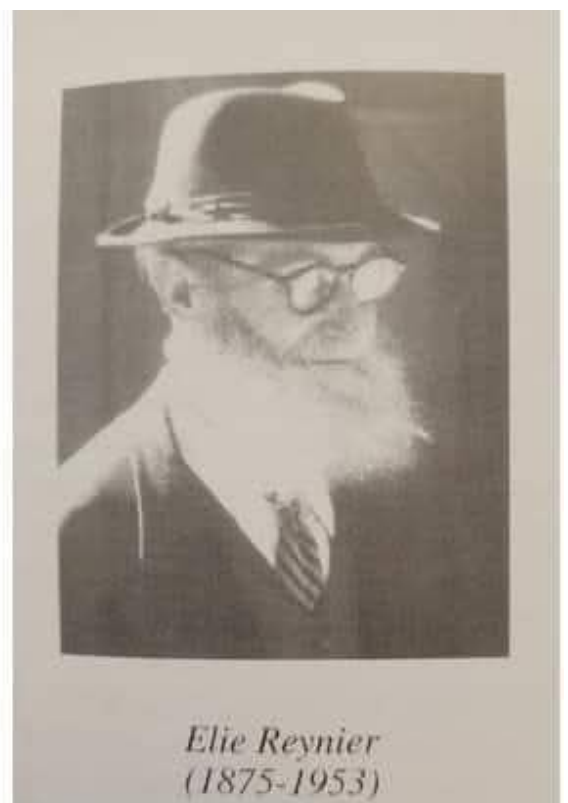
Pas un sou, pas un homme pour la guerre entre les peuples et les races, même si on l'appelle « guerre de la Révolution » comme on l'a appelée « guerre du Droit et de la Civilisation ».

Pas un sou, pas un homme pour la guerre, qui fortifie l'exploitation de l'homme par l'homme et qui se perpétue par elle.

Mais toute notre âme, toutes nos forces, tout notre sang pour la guerre sociale qui mettra fin à toutes les guerres en mettant fin à l'exploitation de l'homme par l'homme.

Voilà notre objection de conscience et notre attitude.

E. R.





tats

- La permanence dans l'histoire de la CGT, parfois dans les contradictions, d'une recherche de l'union et à minima de l'unité d'action.

1°) Premier fil rouge : la CGT a partie liée avec les grands mouvements sociaux accompagnés de vagues de grèves que connaît la société française aux XXème et premier quart du XXIème siècles.

Ces vagues, s'étalent parfois sur plusieurs années, plus souvent sur quelques mois ou semaines, on les retrouve toutes bien entendu en Ardèche ; on peut les situer dans le temps et en dégager quelques caractéristiques communes :

-1906 ; - 1917-1922 ; - 1936-1938 ; - 1947-1948 ; -1953 ; -1968 ; - 1995 ; - 2023 ».

Ces vagues déterminent des « à coups » dans les organisation syndicales, au premier rang desquelles la CGT, dans un contexte où le taux des syndiqués n'est pas élevé au départ mais où existe un appareil syndical (UD, UL). On peut les décrire ainsi rapidement : Les effectifs syndicaux gonflent, l'implantation locale du syndicat se développe, la répression patronale et gouvernementale tente de les juguler.

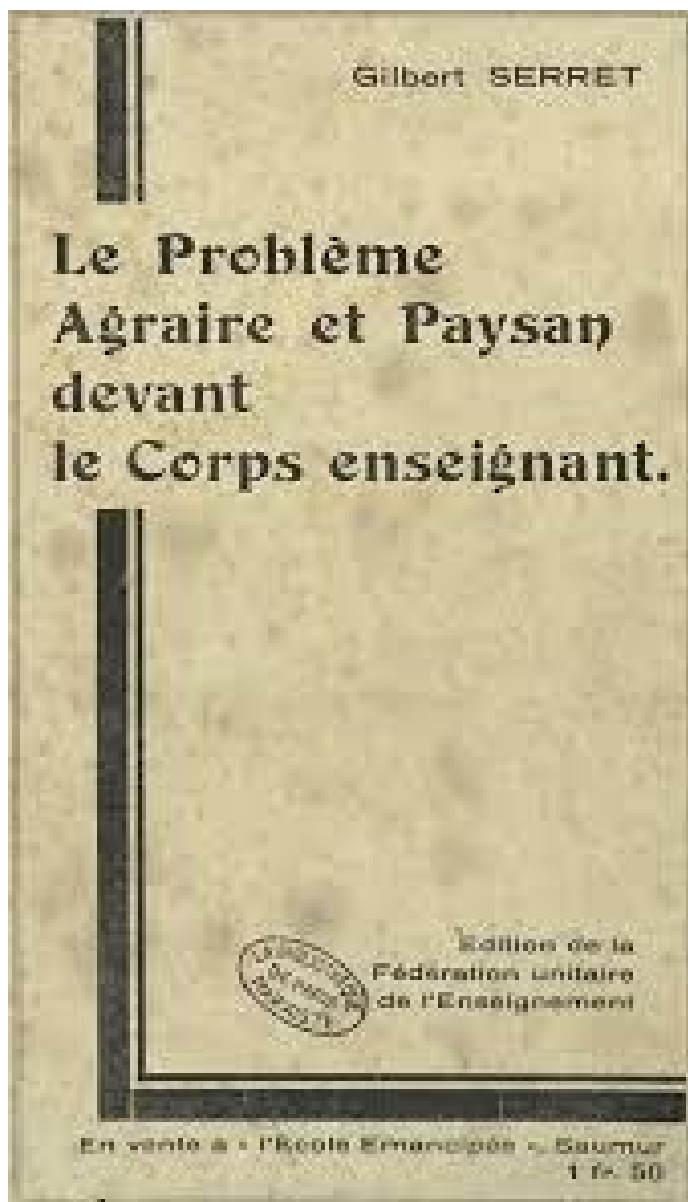
Puis, c'est la décrue du mouvement et les syndicats implantés dans l'action régressent ou disparaissent. Mais ces vagues successives laissent toujours des traces : elles s'accompagnent souvent de désillusions, et dans le même temps ces luttes font toujours avancer la conscience de Classe. Elles obtiennent aussi des avancées sociales qu'on appelle aujourd'hui des « conquises ».

Prenons deux exemples à l'échelle ardéchoise :

1) Les dernières années de la Grande guerre et post-

guerre de 1917 à 1922 sont marquées par un mouvement social considérable qui en Ardèche débute dès 1917 avec les premières grèves de travailleurs étrangers liées à l'économie de guerre (les Algériens au Teil, les Chinois à saint-Barthélémy-le-plein, les chinois encore au Pouzin). A partir de 1918, nouvelle révolte d'ampleur des ouvrières du textile (moulinages, filatures, chemiseries). En 1920, à la pointe des luttes, on trouve les cheminots du PLM et des CFD . L'agitation sociale se prolonge jusqu'en 1922, avec notamment les ouvriers et ouvrières du cuir et du papier de la région d'Annonay. Bien entendu , il y a de fortes raisons qui expliquent ce mouvement : des salaires misérables et un patronat gorgé des profits de guerre ; mais aussi d'autres raisons liées à la situation internationale, à la révolution qui souffle en Russie (que nous allons retrouver plus loin).

A la tête de l'Etat : Clémenceau, « le briseur de grèves », président du Conseil de 1917 au début de





1920, fait donner l'armée, envisage de dissoudre la CGT, mais doit aussi allumer des contre-feux : il fait voter la loi sur les 8 heures de travail quotidien et une première loi sur les conventions collectives : des « conquis » pour le monde du travail.

Ce n'est pas un hasard si la CFTC est créée en 1919 dans ce climat de l'après grande Guerre. Elle est perçue d'emblée dans ses premières années d'existence, par la CGT, comme un syndicat « jaune », lié au patronat « bien-pensant » et paternaliste.

2) Deuxième exemple, où l'on retrouve l'Ardèche : au temps de « l'embellie » du Front populaire (1936) puis de sa désagrégation en 1938, éclate la grande grève Lafarge en 1937-38, en décalage par rapport au mouvement de mai-juin 36. Une grève « dure » qui se termine par une apparente défaite ouvrière, des licenciements, et donc une profonde désillusion.

Mais ce mouvement prépare en même temps un rebond : la mise sous séquestre de Lafarge en 1944 dans les conditions de la Libération, qui conduit à l'adoption d'un nouveau « conquis » : la retraite à 60 ans. Les ouvriers des chaux et ciment ouvrent la voie à la mesure plus générale qui interviendra... en 1982 !

Ces exemples ardéchois ne doivent pas faire oublier l'apport de la révolution sociale de 1936 sous la pression des occupations des entreprises et l'ensemble des « conquis » que représentent les accords Matignon (augmentation des salaires, semaine de 40 heures, conventions collectives et délégués d'entreprises etc complétés par la loi sur les premiers congés payés)

Ceci dit, à côté des grandes vagues de grèves il y a des situations particulièrement favorables au syndicalisme où la grève est absente : par exemple, celle qui suit la période de la Libération en 1944-45 où la CGT est adossée à la victoire de la Résistance à laquelle elle a pleinement participé. Il y a aussi d'autres formes de luttes sociales intenses qui surgissent sur lesquelles le syndicat semble avoir peu de prises : il faut s'interroger par exemple sur la fièvre des gilets jaunes, en 2018.

2°) Deuxième fil rouge dans l'histoire de la CGT : Les guerres sont des sources de divisions.

La CGT y est particulièrement sensible parce que son histoire se tisse aussi autour des liens de solidarité qu'elle noue à l'échelle du monde, notamment en adhérant aux organisations syndicales internationales : SSI (secrétariat syndical international) en 1909, ISR en 1923 (pour la CGTU), FSM en 1945 (où la CGT joue les premiers rôles)

Un constat : Le choc des deux guerres mondiales débouche sur trois scissions de l'organisation cégétiste.

La guerre de 14-18 et la grande révolte sociale qui la suit, évoquée précédemment, s'effectue sur fond de rejet de l'Union sacrée et de « grande lueur à l'Est », c'est-à-dire la lueur de la Révolution russe d'octobre 17. Autour de ces points capitaux, la CGT se déchire. En 1921, la **CGT se sépare de la CGTU**. une séparation qui perdure pendant plus de quinze années.

On parle désormais des confédérés pour les militants qui demeurent à la CGT derrière Jouhaux et des unitaires pour ceux qui fondent la CGTU affiliée bientôt à l'ISR, bientôt dirigée par Benoit Frachon.

En Ardèche, les organisations les plus dynamiques, mais minoritaires, optent pour la CGTU. Le tout récent syndicat des instituteurs et institutrices ; le syndicat des cheminots. Le principal chef de file du syndicat CGTU de

CHRONIQUE SYNDICALE

Soyons tous des militants

par A. BUISSON

Secrétaire de l'Union locale de Cruas

l'enseignement, Gilbert Serret en devient le secrétaire général national. Chez les cheminots émerge un autre responsable national pour leur fédération CGTU : Pierre Semard.

La séparation des deux syndicats se clôt en 1936, dans l'élan du Front populaire et de l'antifascisme, la CGT se réunifie au congrès de Toulouse. Deux noms de responsables locaux sont à retenir parce qu'ils ont beaucoup œuvré en ce sens : Charles Doucet pour la CGTU, Louis Saillant pour la CGT, alors que les syndicalistes de l'enseignement avec Serret « traînent des pieds ».

Trois ans plus tard, en 1939, le Pacte germano-soviétique (que l'on peut interpréter encore aujourd'hui de différentes manières) précipite l'entrée en guerre et entraîne un nouveau schisme : il oppose ceux qui dénoncent le pacte (la plupart des ex-confédérés) à ceux qui s'alignent et sont exclus de l'organisation (les ex-unitaires pour la plupart).

L'UD Drôme-Ardèche n'échappe pas à ce règlement de comptes : Le poste de secrétaire général de l'UD devient un enjeu. La succession de Louis Saillant, (socialiste, courant confédéré) secrétaire général de l'UD jusqu'en 1937, avait été assurée, après le départ de Saillant pour Paris, par Charles Doucet (communiste, courant unitaire) puis après l'accident automobile mortel dont Doucet fut victime en 1938, par Marcel Argaud, (également communiste, courant unitaire). En l'absence de ce dernier, mobilisé sur le front, le courant droitier des confédérés s'empare du poste. Albert Chave, un militant du métier de la chaussure de la région de Romans, devient secrétaire général de l'UD.

Le régime de Vichy après la défaite de 1940 va exploiter cette situation dans le cadre de sa « Révolution Nationale » : il met en place la **Charte du travail**, en intégrant la frange la plus anti-communiste de la direction de la CGT dans ses gouvernements successifs, en particulier **René Belin, le numéro 2 de la CGT derrière Léon Jouhaux.**

En Ardèche, la Charte fait également son chemin et

recompose le paysage syndical. C'est un instituteur, Daniel Bravey, un proche de Gilbert Serret, qui met en place les « comités sociaux », piliers de la Charte, tandis que Chave suit le mouvement dans la Drôme.

Il y aurait beaucoup à dire sur cette période où entre le double-jeu (la consigne des unitaires, communistes pour la plupart, par exemple, est de noyauter les organisations de la Charte) et l'adhésion sincère à la Charte pétainiste, la marge de manœuvre des militants est étroite.

Cependant, cette marge permet au syndicat CGT des cheminots du Teil (à la fois officiel et clandestin) d'organiser par la grève l'occupation du dépôt le 14 octobre 1942 : une réplique aux réquisitions forcées de main-d'œuvre pour l'Allemagne. Un pas important et une contribution pour la Résistance ardéchoise, à la veille de l'occupation allemande de la zone sud, le 11 novembre qui suit.

En 1943, dans la foulée des combats de la Résistance, **la CGT retrouve son unité : les accords du Perreux en 1943 sont négociés par Jouhaux et Frachon.** La CGT réunifiée et clandestine est placée en Drôme-Ardèche sous la responsabilité d'un militant marseillais, Roux-Zola. Dans la dernière phase de la lutte libératrice, la CGT apporte de précieuses contributions et intègre le CDL (ainsi que la CFTC). Au niveau national, son rôle est décisif dans l'adoption du programme du CNR avec les mesures « phares » proposées par Pierre Villon, qui vont modifier en profondeur les structures de la société française, au premier rang desquelles les nationalisations et la sécurité sociale.



Cette période 43-44 est jalonnée de drames pour le syndicat : la mort de Gilbert Serret, le 30 juin 1943, toujours inexplicable, probablement assassiné, que l'on retrouve noyé dans un gourd à Balazuc ; celle de Georges Verbeurgt, secrétaire de l'UL de Tournon, pris comme otage et fusillé par les Allemands le 6 juillet 1944 ; celle de Marcel Argaud, en novembre 44, dans un accident de voiture comme son prédécesseur Doucet, alors qu'il venait de retrouver son poste de secrétaire général de l'UD ; celle d'Albert Chave, exécuté par les FTP en 1944, qui lui font payer ses engagements dans la charte pétainiste.

Toutefois, avec la Libération, en Ardèche, l'organisation retrouve pleinement ses marques : un premier congrès se tient à Valence le 15 avril 1945 pour la Drôme et l'Ardèche. (Louis Heller devient secrétaire général). Immédiatement, un 2^{ème} congrès se tient au Teil le 26 août et fonde une nouvelle UD exclusivement ardéchoise. Les adhésions affluent : 13 800 adhérents pour l'Ardèche. Les UL sont relancées, notamment pour les plus importantes à Annonay, Privas, Le Teil, Aubenas. Un cheminot, Joseph Boiron, devient secrétaire général de l'UD Ardèche.

Alors que la page de la division semble être tournée, en 1947- 48, aux lendemains de la deuxième confrontation mondiale, la CGT est dirigée conjointement par Jouhaux et Frachon. **Une nouvelle fracture se profile alors que s'ouvre la « guerre froide ».** Nous en sommes encore aujourd'hui les héritiers.

Deux problèmes interfèrent : la bataille pour relancer la production, mal acceptée par une partie de la population ouvrière, épuisée par les années de restrictions, dont le pouvoir d'achat est « à sec », et deuxième problème, le plan Marshall « d'aide » américaine pour relancer une économie en lambeaux, vécu comme une vassalisation, à un moment politique où le prestige de l'URSS est à son sommet et où le PCF rassemble un quart de l'électorat.

Le nouveau clivage au sein de la CGT débouche sur la

faites la différence **ECOUTEZ! VOUS**

RADIO CGT 26/07

POUR la LIBERTÉ D'EXPRESSION,

EMETTRA DU 12 AU 24 MAI

à 18h



sur 88.5 MEGAHERTZ (modulation de fréquence)

création de la CGT-FO minoritaire, et l'autonomie de la Fédération de l'enseignement (FEN). Une petite exception dans le domaine de l'enseignement : le syndicat de l'enseignement professionnel public demeure à la CGT (le SNETP-CGT) dont Jean Cholvy en Ardèche devient l'un des principaux responsables.

-En 1989-91, l'effondrement du système soviétique, la chute du Mur de Berlin, provoquent non pas un nouveau schisme au sein de la CGT mais une crise profonde au sein de la FSM créée en 1945, dont Louis Sallant, ancien secrétaire de l'UID Drôme-Ardèche, ancien président du CNR, a été le secrétaire général sur une très longue période. En 1990, la CGT prend la décision de quitter la FSM (sans faire l'unanimité dans ses rangs.)

Le paysage syndical français se complexifie dans les dernières décennies du XXème siècle et du premier quart du XXIème siècle avec des retournements de situation : la CFTC effectue une mue essentielle **en 1964** en devenant la CFDT. : elle crée une nouvelle donne en sortant de ses statuts confessionnels et devient une organisation concurrente de la CGT. Cependant, **en 1998**, son aile gauche se détache et contribue à la naissance de SUD. La FEN disparaît **en 1992** : contrairement aux attentes de l'ancienne direction FEN, l'UNSA, principale héritière, devient un syndicat minoritaire dans les milieux qu'elle est censée représenter ; par contre, la FSU, créé **en 1993** syndique majoritairement les enseignants et les employés du secteur public autour du système scolaire, et entreprend un rapproche-

ment inédit avec la CGT.

3°) La CGT entretient tout au long de son histoire des relations compliquées avec le champ politique,

en particulier avec les partis qui se réclament de la classe ouvrière et des milieux populaires. Principalement SFIO puis Parti socialiste sur la fin du XXème siècle, Parti communiste d'autre part.

La charte d'Amiens, adoptée en 1906, fait souvent l'objet de référence : elle proclame l'indépendance du mouvement syndical par rapport aux partis. Elle sert de manière quasi-permanente à la CGT-FO pour ne pas s'impliquer dans des perspectives politiques, et plus ré-

cemment à la CGT dans sa prise de distance avec le PCF (au niveau de la direction de celui-ci). Mais, c'est un secret de polichinelle de savoir que les secrétaires généraux de FO comme ceux de la CFDT ont leur carte au Parti socialiste, ce qui signifie qu'ils ont aussi leur mot à dire et pèsent dans les stratégies suivies par ces partis.

4°) Quatrième constante dans l'histoire de la CGT :

le prima de la lutte collective si l'on veut obtenir des résultats par la négociation. La CGT n'a pas le stylo facile pour accréditer tel ou tel accord ou compromis. Autrement dit, dans la relation avec l'Etat et avec le patronat, rien ne peut être obtenu sans la création d'un rapport de forces suffisant. (A contrario de la





CGT-FO , qui pendant longtemps avec Bergeron, un de ses secrétaires généraux, (d'origine ardéchoise), a théorisé sur l'idée d'obtenir en dehors des luttes des résultats par la négociation « tant qu'il y a du grain à moudre »).

traire plus fougueux (SUD) et n'a pas abandonné l'idée d'une approche qui irait dans le sens de la réunification syndicale (cf la démarche de rapprochement actuel avec la FSU).

Les temps ont changé : avec la dé-

sindustrialisation, la tertiarisation de l'économie, la précarisation du salariat, les orientations bellicistes de l'Etat, de nouvelles colères grondent et le mouvement syndical , la CGT en particulier, ont de nouveaux et nombreux défis à relever.

5°) Pour terminer et conclure, un dernier « fil rouge » dans l'histoire de la CGT peut être retenu :

dans le contexte du pluralisme syndical, la CGT recherche avec constance (au moins dans son histoire du deuxième vingtième siècle, donc après 1945) l'unité d'action avec des partenaires parfois réticents, en particulier la CFTC puis la CFDT) ou au con-





Table Ronde 130 ans CGT Intervention de Melanie Basty de la CGT Action Annonay

Bonjour à toutes et tous, je vous remercie d'être présents à ces débats.

Je me présente, je m'appelle Mélanie BASTY-GHUYSEN, je dépend de l'Union Locale d'Annonay. Je suis élue au CSE de mon entreprise qui est Action France, l'enseigne de discount bien connue qui cartonne depuis une dizaine d'années en France et que vous connaissez sûrement.

Je suis également conseiller du salarié en Ardèche depuis 3 ans, c'est mon 1^{er} mandat, et membre de la Commission Exécutive de la Fédération Commerce et Services depuis notre dernier con-

grès qui a eu lieu en décembre dernier.

Je suis ravie d'être avec vous .

Je vais vous apporter mon témoignage et ma rencontre de l'UL d'Annonay, à qui je dois beaucoup dans mon parcours à la fois personnel que dans mon parcours syndical.

Comme je vous l'ai dit je suis salariée chez Action, et ce depuis Mars 2018.

Enceinte à l'époque de mon recrutement, il m'avait fallu trouver un emploi, pour trouver un logement, et m'ex-
tirper d'une situation conjugale difficile.

L'ouverture du magasin Action tombait donc parfaitement bien. Sur les conseils de mon conseiller pôle emploi de l'époque, je n'ai évidemment pas dit que j'étais enceinte au moment du recrutement, avait raison, cela aurait été éliminatoire lors de mon recrutement, au vue des pratiques que j'ai pu constater, ou moi-même subir l'année qui suivit mon embauche.

Le recrutement s'est passé dans un style particulier, une grande famille, de grandes valeurs, au nombre de 6, sur lesquelles tout semblait reposer.

Prenons le temps de les citer : Maîtrise des coûts, simplicité, respect, esprit d'équipe,

Si cela semblait rassurant, c'était, comme toujours, bien trop beau pour être vrai , et pourtant j'avais trop besoin de ce travail si je voulais regagner mon indépendance.

Très rapidement j'ai pu constater que les valeurs Action n'était là que pour faire bien sur le papier mais qu'au quotidien , elles ne seraient appliquées.

Au delà du management toxique, mes collègues et moi avons rapidement constaté de nom-



breux dysfonctionnement administratifs pénalisant les travailleurs parfois pendant de longs mois, ces retards engendrent : difficultés financières évidentes, allant parfois jusqu'à des procédures d'expulsion.

C'était inadmissible et impensable pour une enseigne de cette envergure !

Et c'est ainsi que j'ai décidé de me syndiquer, pour la 1ère fois, c'était en 2019.

Je précise que ma 1ère adhésion n'a pas été à la CGT.

Je me d'abord syndiquée au SCID, une sous branche de la CFDT .

Ignorant tout cela à l'époque où ils sont venus se présenter et prospecter dans mon magasin, avec une communication prometteuse et d'un ton offensif, j'ai donc adhéré.

Le moment des élections renouvellement des membres du CSE arrivent et pour une histoire de parité on me propose d'inscrire mon nom sur la liste.

c'est ainsi que l'on m'annonce un soir « Félicitations, tu es la seule élue de notre liste »...

La belle affaire...

Car en effet, seule, c'est une certitude, je me suis vite rendue compte que je l'étais totalement dans ce syndicat, aucun réseau, aucune réponse, aucuns moyens.

Dans le même temps chez Action , je me retrouve confrontée à des changements d'amplitude horaire à répétition, m'obligeant à chaque fois à faire un avenant à l'ass mat qui garde mon fils. Le cadre légal m'autorise à lui faire 3 avenants.

Au 4ème changement d'horaire imposé, je suis dans l'impasse. La réponse de ma Responsable de magasin : « Tu n'as qu'à trouver une autre nounou » .

Il est vrai que de nos jours des ass mat qui acceptent de commencer à 6h , de terminer à 21h, selon les changements d'équipe au fil de semaines, pas de jours de repos fixe, pas de planning fixe, samedis et jours fériés travaillés, ça se bouscule au portillon...

Son autre proposition : démissionner. Je sais que ma grande gueule l'a toujours dérangée et le fait d'être élue au CSE n'arrangeait personne.

Toujours sans réponse du SCID, j'ai décidé de contacter l'UL d'Annonay.

L'une des meilleures décisions de ma vie, et pour preuve je n'ai ni changé de nounou, ni démissionner !!!!!!!



DISCOURS FETE DES 130 ANS DE LA CGT

NICOLAS Sébastien

SG UD CGT 07

Chères et chers camarades,

Chères et chers amis,

Depuis la décision que nous avons prise de fêter les 130 ans de notre belle CGT en Ardèche, plusieurs camarades ont œuvré à la réussite de cette journée et je les en remercie pleinement. Je souhaite remercier tout particulièrement notre camarade Léo qui est le secrétaire administratif de l'UD pour tout le travail qu'il a effectué pour la réussite de cette fête dont la réalisation de différentes expos relatant la vie des militantes et militants de la CGT depuis 130 ans.

Cette fête s'inclut dans toutes les initiatives que nous portons depuis plusieurs années, que ce soit le triangle « industrie, services publique et ruralité » ou la revendication de « vivre et travailler en Ardèche ». Aujourd'hui je dirais même vivre travailler, se soigner et s'amuser en Ardèche.

Alors oui camarade, ami

Aujourd'hui, nous fêtons les 130 ans de la CGT en Ardèche.

130 ans, ce n'est pas rien. C'est plus qu'un anniversaire : c'est une histoire. Une histoire tissée dans les luttes ouvrières, paysannes, dans les combats des cheminots, des soyeuses, des papetiers, des enseignants, des soignants, des agents territoriaux.

130 ans de grèves, de manifestations, de victoires, mais aussi de résistances face aux reculs. 130 ans à dire « non » au fatalisme, « non » à l'injustice, « non » au mépris.

Si nous sommes réunis ici, c'est pour honorer cette mémoire, mais aussi pour dire haut et fort que la lutte con-

tinue. Car les défis d'aujourd'hui ressemblent à ceux d'hier : défendre notre dignité, nos salaires, nos droits, nos services publics, notre avenir.

Camarades, Amis

Souvenons-nous que les acquis de nos luttes, rien n'a été donné, tout a été arraché. Les congés payés, la sécurité sociale, les retraites, les 35 heures... Rien de tout cela n'a été offert. Tout a été conquis par la lutte collective.

En Ardèche, nos anciens se sont battus :

- Les mineurs pour la dignité face aux patrons.
- Les cheminots pour le service public ferroviaire.
- Les soyeuses de la vallée du Doux, premières femmes à relever la tête et à dire : « notre travail a de la valeur ».
- Les ouvriers et ouvrières des papeteries d'Annonay, qui ont fait vivre un savoir-faire reconnu dans le monde entier.

Cet héritage, c'est notre fierté. Mais il nous rappelle aussi une chose : sans lutte, pas de progrès social.

Aujourd'hui le Président Macron a choisi son camp : celui du capital, pas celui des travailleurs.

Le président Macron nous impose des gouvernements sans légitimité depuis les dernières élections législatives. Ils ne représentent en rien les choix et les aspirations de celles et ceux qui se sont rendus aux urnes !

Le gouvernement Bayrou a été forcé de démissionner suite aux différentes actions syndicales ou citoyennes dont celle du 10 septembre.

Avec la nomination de Lecornu ministre des Armées au poste de 1^{er} ministre, issu de la minorité du parlement, Macron indique clairement sa volonté de voir la politique mise en œuvre précédemment continuer.

Le budget de guerre présenté par Bayrou sera mis en œuvre voir accentué.

Le nouveau 1^{er} ministre Lecornu est au service du capital et prépare la guerre sociale !

Le recul sur les jours fériés n'est qu'une manœuvre pour endormir la colère.

Les véritables attaques sont toujours là : hausse des jours de carence pour les malades, franchises médicales doublées, gel des salaires des fonctionnaires, des pensions et allocations, coupes dans les services publics, attaques contre les chômeurs...



Et n'oublions pas le vol de deux années de retraite avec le passage à 64 ans !

Les profits des grandes fortunes explosent tandis que des millions de travailleurs s'enfoncent dans la misère.

L'État transfère des centaines de milliards d'argent public vers les caisses des actionnaires, détruit nos écoles et nos hôpitaux, puis ose nous demander de « faire des sacrifices ».

Dans le même temps, il augmente le budget de l'armée et prépare de nouvelles guerres impérialistes.

Voilà la réalité : l'État bourgeois est un instrument au service exclusif des monopoles. Sa propagande médiatique justifie l'injustifiable, présentant comme « catastrophique » la moindre taxe symbolique sur les ultra-riches, alors que 1 800 milliardaires voient leurs fortunes croître de 8 % par an. La véritable catastrophe, c'est le capitalisme lui-même : chômage de masse, précarité, crises à répétition, guerres destructrices.

C'est inacceptable !

L'immense majorité de la population ne veut plus de cette politique !

Camarades, Amis en Ardèche, nous savons ce que ça veut dire, nous sommes en première ligne des reculs, ces politiques se traduisent concrètement :

Dans la Santé :

- Les hôpitaux manquent de personnel. Parfois les urgences ferment. Les délais de soins explosent, des services sont menacés.
- Dans les Ehpad, les soignants sont épuisés, et les résidents en paient le prix.
- L'accès aux soins devient impossible

Dans l'Éducation :

- Des classes sont fermées, des écoles sont menacées.
- Les enseignants crient leur colère, les parents refusent qu'on sacrifie l'avenir de leurs enfants.

Dans le Transports et les services publics :

- L'accès au rail est abandonné, remplacé par des cars, la rive droite n'est toujours pas ouverte.
- Dans les zones rurales, la Poste ferme des bureaux, laissant des villages sans services essentiels.

Dans l'Industrie et l'emploi :

- Les usines subissent des restructurations pleines

d'incertitudes.

- Des entreprises sont menacées.
- Dans le sud Ardèche, les saisonniers travaillent pour des salaires de misère dans le tourisme et l'agriculture.

Dans les Collectivités locales :

- Les mairies rurales n'ont plus les moyens. Routes, écoles, crèches, culture : tout est fragilisé par les coupes budgétaires.

Mais heureusement la résistance ardéchoise est là, en Ardèche, nous ne baissons pas la tête.

Les soignants se sont mobilisés pour défendre l'hôpital public.

Les enseignants et parents d'élèves se battent pour garder leurs écoles ouvertes.

Les salariés défendent leur outil de travail, leur savoir-faire, leur dignité.

Les agents territoriaux dénoncent le manque de moyens dans nos communes et départements.

Ces luttes locales montrent une chose : rien n'est perdu tant qu'on se bat.

De nombreuses luttes sont menées actuellement chez STS, Chez Iveco, chez Action, Au CNPE, chez CEV pour des améliorations des conditions de travail, pour des augmentations de salaires, ou pour sauver des emplois.

Nous apportons plus particulièrement tout notre soutien aux salariés de CEV de Privas où le groupe scheider veut fermer l'usine.

Alors Camarades, Amis

Pour ne pas subir, voici ce que la CGT exige ici et maintenant, pour l'Ardèche et pour la France :

- L'abrogation de la loi retraite
- des moyens budgétaires à la hauteur des missions des services et des politiques Publiques ; Ecole, Hôpitaux et accès aux soins.
- des mesures pour lutter contre la précarité et renforcer la solidarité ;
- des investissements dans une transition écologique juste et des mesures contre les licenciements ;
- la justice fiscale, avec la mise en place de dispositifs qui taxent les gros patrimoines et les très hauts revenus, contraignent le versement des dividendes et

conditionnent fortement les aides aux entreprises ;

- une protection sociale de haut niveau et la retraite à 60 ans ;
- l'abrogation des lois liberticides ;
- l'augmentation des salaires, minimas sociaux et pensions
- Le Respect de la démocratie sociale : assez de 49.3, assez de passage en force. Nous voulons être entendus, pas méprisés.

Aussi nous exigeons la paix dans le monde et l'arrêt du génocide de Gaza

Camarades, Amis,

Il ne suffit pas de dénoncer : il faut agir.

Souvenons-nous :

En 1936, les congés payés, c'était la grève générale.

En 1968, les hausses de salaires, c'était la mobilisation de millions de travailleurs.

En 1995, le retrait du plan Juppé, c'était la rue et la grève.

En 2023, la bataille contre la réforme des retraites, c'était des millions dans les manifestations, dans les grèves, dans les piquets.

L'unité fait la force. La résignation, c'est la défaite. L'organisation, c'est la victoire.

En cette période de mobilisation massive, la balle est maintenant dans le camp du Premier ministre. Si d'ici au 24 septembre il n'a pas répondu à leurs revendications, les organisations syndicales se retrouveront pour décider très rapidement d'une nouvelle journée de grève et de manifestations.

Les organisations syndicales pointent également la responsabilité du patronat et exigent l'ouverture de négociations salariales dans toutes les branches et les entreprises. D'ici là, après le 10 et le 18, nous devons nous préparer à une future journée de mobilisation.

Alors nous devons mobiliser dans les entreprises, dans les services publics, dans nos quartiers et nos villages. Faire entendre nos voix, nos revendications.

Nous devons gagner la convergence des luttes : fonction publique, industrie, services, territoires, retraités, jeunes... On doit marcher ensemble, avec les forces vives de l'Ardèche et de France.

Nous devons organiser des Manifestations, des grèves,

des actions locales : bloquer, ralentir, faire pression partout. Ne rien céder sur les droits fondamentaux.

Nous devons informer, sensibiliser, unir : les salariés doivent comprendre que ce qu'ils subissent n'est pas un destin, mais un choix politique. Et qu'avec l'unité, la solidarité, on peut inverser la tendance.

Nous devons combattre les idées d'extrême droite.

Camarades, Amis

Pour conclure, le gouvernement actuel veut nous faire consentir à la mise sous tutelle budgétaire de nos vies. Il veut faire croire qu'il n'y a pas d'alternative. Mais notre histoire — ici en Ardèche, partout — prouve le contraire : quand nous sommes unis, quand nous ne baissons pas la tête, quand nous nous organisons, quand nous luttons, nous pouvons gagner.

Pour les 130 ans de la CGT Ardèche, faisons de cette journée non pas seulement un moment de mémoire, mais un moment de rupture, d'élan, d'engagement. Soyons clairs : nous ne voulons plus payer pour les erreurs, les choix et les privilèges des autres.

Ensemble, nous pouvons imposer une autre politique. Une politique de justice sociale, de droits, de dignité, d'égalité. Une politique pour toutes et tous, et pas seulement pour ceux qui détiennent le pouvoir.

Camarades, Amis levons-nous. Parce que notre avenir dépend de ce que nous faisons maintenant.

L'avenir, on va le construire, ensemble, par la lutte, par l'unité, par la solidarité.

La CGT reste mobilisée pour faire vivre notre slogan afin de VIVRE ET TRAVAILLER EN ARDECHE

Vive la CGT ! Vive la solidarité ! Vive la lutte !
Merci



Qu'est-ce que l'IHS-CGT 07 ?



L'histoire sociale, et notamment celle de la CGT, est un pilier fondamental de notre action syndicale. Elle ne se limite pas à un passé figé : elle nourrit nos luttes présentes et éclaire les défis que nous devons relever. Pourtant, ce riche héritage, écrit par les luttes et les engagements de générations de militants, risque de se perdre si nous ne le préservons pas ensemble.

C'est pour répondre à cette urgence que l'IHS-CGT 07, a pour mission de **collecter, sauvegarder et valoriser le patrimoine militant des syndicats et des structures CGT de l'Ardèche**. Mais pour que cet outil soit véritablement au service de nos organisations, il est impératif que chaque syndicat adhère et participe acti-

vement à son fonctionnement.

Pourquoi votre adhésion est-elle indispensable ?

Votre adhésion, qu'elle soit individuelle ou en tant que structure est essentielle pour l'IHS-CGT 07 qui est avant tout **un outil pour les syndicats**, conçu pour accompagner vos besoins spécifiques :

- **Préserver vos archives**
- **Raconter votre histoire locale**
- **Renforcer la formation syndicale**

Votre adhésion permettra à l'IHS-CGT 07 de :

1. **Développer des projets à votre service**
2. **Rassembler les archives de toutes les structures CGT de l'Ardèche**

Soutenir le travail militant autour de l'histoire sociale, qui est une partie intégrante de notre combat syndical.

L'histoire, un combat syndical

Comme le rappelait Fernand Pelloutier, « *Ce qu'il manque à l'ouvrier, c'est la science de son malheur.* » L'histoire sociale est une arme, une manière de comprendre les mécanismes d'oppression pour mieux les combattre. Mais cette histoire ne s'écrit pas seule : elle dépend de la mobilisation et de la contribution de cha-

cun, en particulier des syndicats.

Nous faisons donc appel à vous, camarades, pour que votre syndicat adhère à l'IHS-CGT 07. Cette démarche n'est pas seulement symbolique : c'est un acte concret pour préserver votre mémoire, celle de vos luttes et de vos militants.

Ensemble, écrivons et faisons vivre notre histoire

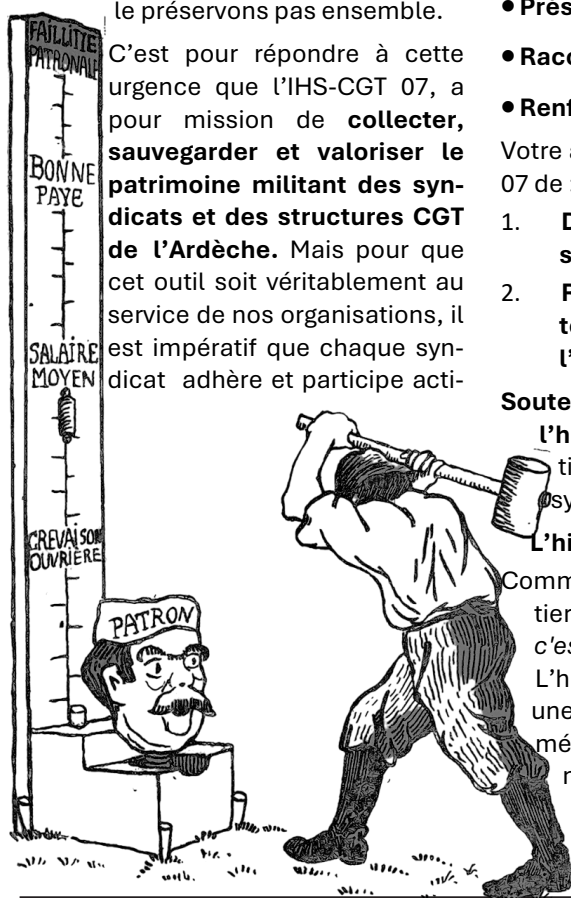
Nous vous invitons dès maintenant à remplir le bulletin d'adhésion ci-joint et à le retourner à l'IHS-CGT 07. De plus, nous sommes à votre disposition pour :

- **Vous accompagner dans le tri et la conservation de vos archives.**
- **Échanger avec vos adhérents pour expliquer l'importance de ce travail de mémoire.**

Discuter de projets spécifiques autour de l'histoire de votre syndicat ou de votre secteur.

Ensemble, nous pouvons bâtir un patrimoine collectif à la hauteur de nos luttes et de nos ambitions. Rejoignez l'IHS-CGT 07 pour renforcer nos actions et transmettre notre histoire aux générations futures.

Dans l'attente de votre adhésion individuelle ou celle de votre syndicat et de vos contributions, nous restons à votre disposition pour toute question ou besoin d'accompagnement.



Lire, S'abonner, Adhérer...



ADHESION IHS CGT ARDECHE - année 202...

Nom :
Prénom :
Organisation :
Adresse :
CP :
Ville :
Courriel :@.....

Individuel — Collectif (rayer la mention inutile) :

Montant de votre adhésion :€
(chèque à l'ordre de : IHS CGT ARDECHE)

Je souhaite recevoir une facture à réception de ma cotisation :
OUI NON (rayer la mention inutile)

Type d'abonnement	INDIVIDUEL	COLLECTIF
Adhésion IHS 07	20 €	40 €
Adhésion IHS 07 + Abonnement Cahier IHS National	30 €	50 €
Adhésion de soutien (avec le cahier)	50 €	100 €

Bulletin d'adhésion à remplir et à faire parvenir avec votre règlement à :

IHS CGT ARDECHE—25 av de la gare 07000 PRIVAS.

Pour plus d'informations vous pouvez consulter le site de l'IHS—CGT national . <https://www.ihs.cgt.fr/>